



**CHAPTER E-0.5**

**CHAPITRE E-0.5**

**Early Childhood Services Act**

**Loi sur les services à la petite enfance**

2012, c.22, s.1

2012, ch. 22, art. 1

*Assented to April 16, 2010*

*Sanctionnée le 16 avril 2010*

**Chapter Outline**

**Sommaire**

**PART 1**

**INTERPRETATION AND APPLICATION**

Definitions. . . . .1

- administrator — administrateur
- agency — agence
- associated person — personne associée
- child — enfant
- court — cour
- designated facility — établissement désigné
- early learning and childcare home — garderie éducative en milieu familial
- facility — établissement
- full-time early learning and childcare centre — garderie éducative à temps plein
- infant — enfant en bas âge
- licence — permis
- licensed facility — établissement agréé
- Minister — ministre
- operator — exploitant
- part-time early learning and childcare centre — garderie éducative à temps partiel
- personal information — renseignements personnels
- preschool child — enfant d’âge préscolaire
- programs — programmes
- resources — ressources
- school-age child — enfant d’âge scolaire
- services — services
- staff member — membre du personnel

Application. . . . .2

Policies and guidelines. . . . .2.01

On-line registry. . . . .2.02

**PART 1.1**

**EARLY CHILDHOOD PROGRAMS**

Powers of the Minister. . . . .2.1

**PARTIE 1**

**DÉFINITIONS ET CHAMP D’APPLICATION**

Définitions. . . . .1

- administrateur — administrator
- agence — agency
- cour — court
- enfant — child
- enfant d’âge préscolaire — preschool child
- enfant d’âge scolaire — school-age child
- enfant en bas âge — infant
- établissement — facility
- établissement agréé — licensed facility
- établissement désigné — designated facility
- exploitant — operator
- garderie éducative à temps partiel — part-time early learning and childcare centre
- garderie éducative à temps plein — full-time early learning and childcare centre
- garderie éducative en milieu familial — early learning and childcare home
- membre du personnel — staff member
- ministre — Minister
- permis — licence
- personne associée — associated person
- programmes — programs
- renseignements personnels — personal information
- ressources — resources
- services — services

Champ d’application. . . . .2

Politiques et lignes directrices. . . . .2.01

Registre en ligne. . . . .2.02

**PARTIE 1.1**

**PROGRAMMES TOUCHANT LA PETITE ENFANCE**

Pouvoirs du ministre. . . . .2.1

Investigations. . . . .	2.2	Enquêtes . . . . .	2.2
Repealed. . . . .	2.3	Abrogé. . . . .	2.3
<b>PART 2</b>		<b>PARTIE 2</b>	
<b>EARLY LEARNING AND CHILDCARE FACILITIES</b>		<b>ÉTABLISSEMENTS DE GARDERIE ÉDUCATIVE</b>	
Excluded services. . . . .	2.4	Services exclus. . . . .	2.4
General prohibition. . . . .	3	Interdiction générale. . . . .	3
<b>Licensing of early learning and childcare facilities</b>		<b>Délivrance de permis</b>	
Licence required. . . . .	4	Exigence de permis . . . . .	4
Application for licence. . . . .	5	Demande de permis. . . . .	5
Issuance of licence. . . . .	6	Délivrance d'un permis. . . . .	6
Terms and conditions. . . . .	7	Conditions du permis. . . . .	7
Notice of change. . . . .	7.1	Avis de changement. . . . .	7.1
Licence not transferable. . . . .	8	Inaccessibilité. . . . .	8
Expiry. . . . .	9	Expiration du permis. . . . .	9
Refusal to issue licence. . . . .	10	Refus de délivrer un permis. . . . .	10
Application to renew licence. . . . .	11	Demande de renouvellement du permis. . . . .	11
Renewal of licence. . . . .	12	Renouvellement du permis. . . . .	12
Refusal to renew licence. . . . .	13	Refus de renouveler un permis. . . . .	13
Continuation of licence. . . . .	14	Maintien en vigueur d'un permis. . . . .	14
Waiting period after refusal or revocation. . . . .	15	Délai d'attente après le refus ou la révocation d'un permis. . . . .	15
affiliate — affilié		administrateur — directeur	
associate — associé		affilié — affilié	
director — administrateur		associé — associé	
incorporator — fondateur		fondateur — incorporator	
<b>Designation of early learning and childcare facilities</b>		<b>Désignation des établissements de garderie éducative</b>	
Designation. . . . .	15.1	Désignation. . . . .	15.1
Renewal of a designation. . . . .	15.2	Renouvellement de la désignation. . . . .	15.2
Schedule of wage rates. . . . .	15.3	Barème des taux de rémunération. . . . .	15.3
Designation agreements. . . . .	15.4	Ententes de désignation. . . . .	15.4
Deemed designation. . . . .	15.5	Désignation réputée. . . . .	15.5
Designation on or before October 31, 2022. . . . .	15.6	Désignation au plus tard le 31 octobre 2022. . . . .	15.6
<b>Requirements of early learning and childcare facilities</b>		<b>Exigences et normes visant les établissements de garderie éducative</b>	
Location of operation. . . . .	16	Lieu d'exploitation. . . . .	16
Transportation of children. . . . .	17	Transport des enfants. . . . .	17
Repealed. . . . .	18	Abrogé. . . . .	18
Inclusion. . . . .	18.1	Inclusion. . . . .	18.1
Staff training and qualifications. . . . .	19	Formation du personnel et compétences exigées. . . . .	19
Checks of staff members. . . . .	19.1	Vérification des membres du personnel. . . . .	19.1
Records and other documents. . . . .	20	Dossiers et autres documents. . . . .	20
Duty to post. . . . .	21	Obligation d'afficher. . . . .	21
<b>Inspections of licensed facilities</b>		<b>Inspection des établissements agréés</b>	
Inspections. . . . .	22	Inspections. . . . .	22
Inspection report. . . . .	23	Rapport d'inspection. . . . .	23
Removal of records and documents. . . . .	24	Retrait de dossiers et de documents. . . . .	24
Confidentiality of information. . . . .	25	Confidentialité des renseignements. . . . .	25
Obstruction of inspectors. . . . .	26	Entrave à l'inspecteur. . . . .	26
Inspectors. . . . .	27	Inspecteurs. . . . .	27
<b>Enforcement</b>		<b>Contrôle d'application</b>	
Order for compliance. . . . .	28	Arrêté pour l'accomplissement de mesures correctives. . . . .	28
Protection order. . . . .	28.1	Arrêté de protection. . . . .	28.1
Court order. . . . .	28.2	Ordonnance de la cour. . . . .	28.2
Suspension of grant – designated facility. . . . .	28.3	Suspension d'une subvention – établissement désigné. . . . .	28.3
Probationary licence. . . . .	29	Permis conditionnel. . . . .	29
Revocation of licence - grounds. . . . .	30	Motifs de révocation d'un permis. . . . .	30
Revocation of licence - procedure. . . . .	31	Procédure de révocation d'un permis. . . . .	31
General duty to notify. . . . .	32	Obligation générale d'aviser. . . . .	32
<b>Review of decisions</b>		<b>Examen des décisions</b>	
Persons entitled to review. . . . .	33	Personnes ayant droit à un examen . . . . .	33
Request for review . . . . .	34	Demande d'examen . . . . .	34
Decision stayed. . . . .	35	Décision suspendue. . . . .	35
Review of decision. . . . .	36	Examen d'une décision. . . . .	36
<b>Unlicensed early learning and childcare facilities</b>		<b>Établissements de garderie éducative non agréés</b>	
Investigation of unlicensed facility. . . . .	37	Enquête visant un établissement non agréé. . . . .	37

Obstruction. . . . .	38	Entrave à l'inspecteur. . . . .	38
Order to cease operations. . . . .	39	Arrêté de cessation de l'exploitation. . . . .	39
Interim permit. . . . .	40	Permis provisoire. . . . .	40
<b>PART 2.1</b>		<b>PARTIE 2.1</b>	
<b>CHILDCARE GRANTS</b>		<b>SUBVENTIONS DE GARDERIE</b>	
Non-application of Part. . . . .	40.01	Non-application de la présente partie. . . . .	40.01
Provision of grants. . . . .	40.011	Octroi de subventions. . . . .	40.011
Application for grant. . . . .	40.02	Demande de subvention. . . . .	40.02
Financial and other records. . . . .	40.021	Documents financiers et autres dossiers. . . . .	40.021
		Interruption, suspension, changement, annulation ou fin d'une subvention . . . . .	40.03
Discontinue, suspend, vary, cancel or terminate grant . . . . .	40.03	Collecte, utilisation et communication de renseignements personnels – subventions. . . . .	40.04
		Remboursement d'une subvention. . . . .	40.05
Collection, use and disclosure of personal information - grants. . . . .	40.04	Droit à un examen – exploitant. . . . .	40.06
Repayment of grant. . . . .	40.05	Demande d'examen. . . . .	40.07
Operator entitled to review. . . . .	40.06	Examen d'une décision. . . . .	40.08
Request for review. . . . .	40.07	Avis . . . . .	40.09
Review of decision. . . . .	40.08	<b>PARTIE 3</b>	
Notice. . . . .	40.09	<b>SUBVENTIONS DE GARDERIE</b>	
<b>PART 3</b>		Abrogé. . . . .	40.1
<b>CHILDCARE GRANTS</b>		Abrogé. . . . .	41
Repealed. . . . .	40.1	Abrogé. . . . .	42
Repealed. . . . .	41	Abrogé. . . . .	43
Repealed. . . . .	42	Abrogé. . . . .	43.1
Repealed. . . . .	43	Abrogé. . . . .	44
Repealed. . . . .	43.1	<b>PARTIE 4</b>	
Repealed. . . . .	44	<b>PRESTATIONS DE GARDERIE</b>	
<b>PART 4</b>		Définitions. . . . .	45
<b>CHILDCARE SUBSIDIES</b>		assistance — assistance parent — parent	
Definitions. . . . .	45	Fourniture de l'assistance. . . . .	46
assistance — assistance parent — parent		Demande d'assistance. . . . .	47
Provision of assistance. . . . .	46	Présomption de conformité. . . . .	48
Application for assistance. . . . .	47	Collecte, utilisation et communication du numéro d'assurance sociale pour établir l'admissibilité à l'assistance. . . . .	48.1
Deemed compliance. . . . .	48	Versement de l'assistance à un établissement . . . . .	49
Collection, use and disclosure of social insurance number to determine eligibility for assistance. . . . .	48.1	Pouvoir d'appréciation du ministre concernant l'assistance. . . . .	50
Payment to facility. . . . .	49	Obligation générale d'aviser. . . . .	50.1
Minister's discretion respecting assistance. . . . .	50	Remboursement de l'assistance. . . . .	51
General duty to notify. . . . .	50.1	Recouvrement de l'assistance. . . . .	52
Repayment of assistance. . . . .	51	Certificat de défaut. . . . .	53
Recovery of repayment. . . . .	52	Droit à un examen – parent. . . . .	53.1
Certificate of indebtedness. . . . .	53	Demande d'examen. . . . .	53.2
Parent entitled to review. . . . .	53.1	Examen d'une décision. . . . .	53.3
Request for review. . . . .	53.2	Abrogé. . . . .	54
Review of decision. . . . .	53.3	<b>PARTIE 5</b>	
Repealed. . . . .	54	<b>DISPOSITIONS GÉNÉRALES</b>	
<b>PART 5</b>		Confidentialité des renseignements. . . . .	55
<b>GENERAL</b>		Exemptions. . . . .	56
Confidentiality of information. . . . .	55	Délégation d'attributions. . . . .	57
Exemptions. . . . .	56	Certificat faisant foi. . . . .	58
Delegation. . . . .	57	Rapport ou autre document à titre de preuve. . . . .	59
Certificate as evidence. . . . .	58	Infractions et peines. . . . .	60
Report or document as evidence. . . . .	59	Ordonnance judiciaire lorsqu'un exploitant est déclaré coupable d'une infraction. . . . .	61
Offences and penalties. . . . .	60	Application. . . . .	62
		Règlements. . . . .	63
Order of court on conviction. . . . .	61	<b>PARTIE 6</b>	
Administration. . . . .	62	<b>DISPOSITIONS DIVERSES</b>	
Regulations. . . . .	63	<b>Dispositions transitoires</b>	
<b>PART 6</b>		Dispositions transitoires. . . . .	64
<b>MISCELLANEOUS</b>		<b>Modifications corrélatives</b>	
<b>Transitional Provisions</b>		<i>Loi sur la sécurité du revenu familial.</i> . . . .	65
Transitional. . . . .	64		
<b>Consequential Amendments</b>			
<i>Family Income Security Act.</i> . . . .	65		

<i>Family Services Act</i> . . . . .	.66	<i>Loi sur les services à la famille</i> . . . . .	.66
<i>Public Health Act</i> . . . . .	.68	<i>Loi sur la santé publique</i> . . . . .	.68
<b>Repeal</b>		<b>Abrogation</b>	
New Brunswick Regulation 83-85 under the <i>Family Services Act</i>	71	Règlement du Nouveau-Brunswick 83-85 pris en vertu de la <i>Loi</i> <i>sur les services à la famille</i> . . . . .	71
New Brunswick Regulation 2005-19 under the <i>Family</i> <i>Services Act</i> . . . . .	71.1	Règlement du Nouveau-Brunswick 2005-19 pris en vertu de la <i>Loi sur les services à la famille</i> . . . . .	71.1
<b>Commencement</b>		<b>Entrée en vigueur</b>	
Commencement . . . . .	.72	Entrée en vigueur . . . . .	.72

---

WHEREAS the Government of New Brunswick recognizes the importance of ensuring the safety, well-being and healthy development of all young children receiving early childhood services;

WHEREAS the Government of New Brunswick is committed to supporting the early learning and childcare sector in its efforts to build a network of high-quality, accessible, inclusive and affordable early childhood services;

WHEREAS the Government of New Brunswick recognizes that high-quality early childhood services serve the dual roles of fostering the early development of young children so they become healthy, self-sufficient and productive adults and supporting the labour force attachment and training efforts of parents;

THEREFORE, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of New Brunswick, enacts as follows:

2012, c.22, s.2

## PART 1

### INTERPRETATION AND APPLICATION

#### Definitions

1 The following definitions apply in this Act.

“administrator” means an individual appointed by an operator to provide on-site supervision of the day-to-day activities of a facility, and includes an operator who carries out these duties. (*administrateur*)

“agency” means an agency that has entered into a contract with the Minister to provide programs. (*agence*)

“associated person” means a person prescribed by regulation to be associated with a facility. (*personne associée*)

“child” means a person who is 12 years of age or under. (*enfant*)

“court” means The Court of King’s Bench of New Brunswick, and includes a judge of that court. (*court*)

Attendu :

que le gouvernement du Nouveau-Brunswick reconnaît combien il est important de veiller à la sécurité, au bien-être et au sain développement des jeunes enfants bénéficiaires des services à la petite enfance;

que le gouvernement du Nouveau-Brunswick s’est engagé à assurer son soutien au secteur des garderies éducatives dans les efforts qu’il déploie pour créer un réseau de services à la petite enfance de grande qualité, accessibles, inclusifs et abordables;

que le gouvernement du Nouveau-Brunswick reconnaît que les services à la petite enfance de grande qualité remplissent le double rôle de favoriser le développement précoce des jeunes enfants pour qu’ils deviennent des adultes sains, autonomes et productifs et d’appuyer les parents qui entendent faire partie de la population active et d’assurer leur propre formation;

Sa Majesté, sur l’avis et avec le consentement de l’Assemblée législative du Nouveau-Brunswick, édicte :

2012, ch. 22, art. 2

## PARTIE 1

### DÉFINITIONS ET CHAMP D’APPLICATION

#### Définitions

1 Les définitions qui suivent s’appliquent à la présente loi.

« administrateur » Personne que nomme un exploitant pour assurer sur place la surveillance de la conduite quotidienne des activités d’un établissement, y compris l’exploitant qui exerce ces mêmes fonctions. (*administrator*)

« agence » Agence qui a conclu un contrat avec le ministre pour fournir des programmes. (*agence*)

« cour » La Cour du Banc du Roi du Nouveau-Brunswick et, en outre, tout juge à cette cour. (*court*)

« enfant » Personne âgée de 12 ans et moins. (*child*)

« enfant d’âge préscolaire » Enfant âgé de 2 ans et plus qui ne fréquente pas encore l’école. (*preschool child*)

« enfant d’âge scolaire » Enfant qui fréquente l’école. (*school-age child*)

“designated facility” means a licensed facility that is designated by the Minister under section 15.1 or for which the designation is renewed under section 15.2. (*établissement désigné*)

“early learning and childcare home” means an early learning and childcare home as defined in the regulations. (*garderie éducative en milieu familial*)

“facility” means an early learning and childcare facility at which services are provided. (*établissement*)

“full-time early learning and childcare centre” means a full-time early learning and childcare centre as defined in the regulations. (*garderie éducative à temps plein*)

“infant” means a child who is under 2 years of age. (*enfant en bas âge*)

“licence” means a licence issued under section 6 or renewed under section 12. (*permis*)

“licensed facility” means a facility for which its operator holds a licence or a probationary licence. (*établissement agréé*)

“Minister” means the Minister of Education and Early Childhood Development and includes any person designated by the Minister to act on the Minister’s behalf. (*ministre*)

“operator” means an individual, corporation, unincorporated association, partnership or limited partnership that operates a facility. (*exploitant*)

“part-time early learning and childcare centre” means a part-time early learning and childcare centre as defined in the regulations. (*garderie éducative à temps partiel*)

“personal information” means personal information as defined in the *Right to Information and Protection of Privacy Act*. (*renseignements personnels*)

“preschool child” means a child who is 2 years of age or over and who is not yet attending school. (*enfant d’âge préscolaire*)

“programs” means early childhood programs related to the development of a child that are provided by a person other than the child’s parent or guardian but exclude services provided by an operator. (*programmes*)

« enfant en bas âge » Enfant de moins de 2 ans. (*enfant*)

« établissement » Garderie éducative dans laquelle sont fournis des services. (*facility*)

« établissement agréé » Établissement dont l’exploitant est titulaire d’un permis ou d’un permis conditionnel. (*licensed facility*)

« établissement désigné » Établissement agréé qui est désigné par le ministre en vertu de l’article 15.1 ou dont la désignation est renouvelée par application de l’article 15.2. (*designated facility*)

« exploitant » Personne morale ou physique, association non personnalisée, société en nom collectif ou société en commandite qui exploite un établissement. (*operator*)

« garderie éducative à temps partiel » S’entend selon la définition que donnent de ce terme les règlements. (*part-time early learning and childcare centre*)

« garderie éducative à temps plein » S’entend selon la définition que donnent de ce terme les règlements. (*full-time early learning and childcare centre*)

« garderie éducative en milieu familial » S’entend selon la définition que donnent de ce terme les règlements. (*early learning and childcare home*)

« membre du personnel » Employé d’un établissement, y compris un administrateur et un bénévole. (*staff member*)

« ministre » Le ministre de l’Éducation et du Développement de la petite enfance, y compris ses représentants qu’il désigne. (*Minister*)

« permis » Permis délivré conformément à l’article 6 ou renouvelé en vertu de l’article 12. (*licence*)

« personne associée » Personne dont l’association avec un établissement est établie par règlement. (*associated person*)

« programmes » Programmes touchant la petite enfance liés au développement d’un enfant que fournit une personne qui n’est ni son parent ni son tuteur, exclusion faite des services que fournit un exploitant. (*programs*)

“resources” includes financial support, personnel, equipment and facilities. (*ressources*)

“school-age child” means a child who is attending school. (*enfant d’âge scolaire*)

“services” means services related to the care, supervision or development of a child which are provided by a person other than the child’s parent or guardian. (*services*)

“staff member” means a person who is employed in a facility, and includes an administrator and a volunteer. (*membre du personnel*)

2010, c.31, s.32; 2012, c.22, s.3; 2021, c.1, s.1; 2022, c.30, s.1; 2023, c.17, s.61

### Application

**2** This Act does not apply to educational programs and educational services provided by the Minister under the *Education Act*.

2010, c.31, s.32; 2012, c.22, s.4

### Policies and guidelines

2013, c.41, s.1

**2.01(1)** The Minister may establish provincial policies and guidelines related to programs and services.

**2.01(2)** A policy or guideline made under subsection (1) shall be published by the Minister as soon as practicable on the Department of Education and Early Childhood Development website.

**2.01(3)** The *Regulations Act* does not apply to provincial policies and guidelines established under subsection (1).

2013, c.41, s.1

### On-line registry

2017, c.64, s.1

**2.02(1)** The Minister shall establish and maintain an on-line registry.

**2.02(2)** An operator of a licensed facility shall provide the Minister with the information, including personal information, for the on-line registry that is prescribed by regulation within the time prescribed by regulation.

« renseignements personnels » S’entend selon la définition que donne de ce terme la *Loi sur le droit à l’information et la protection de la vie privée*. (*personal information*)

« ressources » S’entend également du soutien financier, du personnel, du matériel et des installations. (*resources*)

« services » Services liés au soin, à la surveillance ou au développement d’un enfant que fournit une personne qui n’est ni son parent ni son tuteur. (*services*)

2010, ch. 31, art. 32; 2012, ch. 22, art. 3; 2021, ch. 1, art. 1; 2022, ch. 30, art. 1; 2023, ch. 17, art. 61

### Champ d’application

**2** Les programmes et les services éducatifs que le ministre fournit en vertu de la *Loi sur l’éducation* ne relèvent pas du régime d’application de la présente loi.

2010, ch. 31, art. 32; 2012, ch. 22, art. 4

### Politiques et lignes directrices

2013, ch. 41, art. 1

**2.01(1)** Le ministre peut établir des politiques et des lignes directrices provinciales à l’égard des programmes et des services.

**2.01(2)** Dans les plus brefs délais, le ministre affiche les politiques ou les lignes directrices qu’il établit en vertu du paragraphe (1) sur le site Web du ministère de l’Éducation et du Développement de la petite enfance.

**2.01(3)** La *Loi sur les règlements* ne s’applique pas aux politiques et aux lignes directrices provinciales établies en vertu du paragraphe (1).

2013, ch. 41, art. 1

### Registre en ligne

2017, ch. 64, art. 1

**2.02(1)** Le ministre crée et tient un registre en ligne.

**2.02(2)** L’exploitant d’un établissement agréé fournit au ministre les renseignements, personnels ou autres, pour le registre en ligne que prévoient les règlements dans le délai que prévoient les règlements.

**2.02(2.1)** In providing the Minister with the information for the on-line registry, an operator of a licensed facility may disclose the personal information of an individual if the person from whom the information was obtained and the individual to whom the information relates have consented to the disclosure.

**2.02(3)** Despite subsection (1), an on-line registry shall not be established before the date prescribed by regulation.

**2.02(4)** The Minister may collect any information, including personal information, that is provided to the Minister for the on-line registry.

**2.02(5)** Subject to subsection (6), the Minister may use the information provided to the Minister for the on-line registry for the following purposes:

- (a) determining a child's eligibility to participate in a program or receive a service;
- (b) managing enrolment at licensed facilities;
- (c) creating a unique identification number for a child;
- (d) creating a unique identification number for a staff member of a facility;
- (e) determining an operator's eligibility for grants under Part 2.1;
- (f) determining a parent's eligibility for financial assistance under Part 4.

**2.02(6)** The Minister may use an individual's Medicare number provided to the Minister for the on-line registry for the purpose of creating a unique identification number for a child.

**2.02(7)** The Minister may use a unique identification number referred to in paragraph (5)(c) to identify a school-age child for the purposes of the *Education Act*.

**2.02(8)** Subject to subsections (9) and (10), the Minister may disclose the information provided to the Minister for the on-line registry

- (a) to the Minister of Health,

**2.02(2.1)** Lorsqu'il fournit des renseignements pour le registre en ligne au ministre, l'exploitant d'un établissement agréé peut communiquer les renseignements personnels d'une personne physique, si celle-ci et la personne qui les a fournis y consentent.

**2.02(3)** Malgré ce que prévoit le paragraphe (1), le registre en ligne ne peut être créé avant la date que prévoient les règlements.

**2.02(4)** Le ministre peut recueillir les renseignements, personnels ou autres, qui lui sont fournis pour le registre en ligne.

**2.02(5)** Sous réserve du paragraphe (6), le ministre peut utiliser les renseignements qui sont fournis pour le registre en ligne en vue :

- a) de vérifier l'admissibilité d'un enfant à participer à un programme ou à recevoir un service;
- b) de gérer les inscriptions dans les établissements agréés;
- c) de créer le numéro d'identification unique d'un enfant;
- d) de créer le numéro d'identification unique d'un membre du personnel d'un établissement;
- e) de vérifier l'admissibilité d'un exploitant à recevoir une subvention sous le régime de la partie 2.1;
- f) de vérifier l'admissibilité d'un parent à recevoir de l'assistance financière sous le régime de la partie 4.

**2.02(6)** Le ministre peut utiliser le numéro d'assurance-maladie d'une personne physique qui lui est fourni pour le registre en ligne en vue de créer le numéro d'identification unique d'un enfant.

**2.02(7)** Le ministre peut utiliser le numéro d'identification unique mentionné à l'alinéa (5)c) pour identifier un enfant d'âge scolaire aux fins d'application de la *Loi sur l'éducation*.

**2.02(8)** Sous réserve des paragraphes (9) et (10), le ministre peut communiquer les renseignements qui lui sont fournis pour le registre en ligne :

- a) au ministre de la Santé;



- (b) to an operator of a licensed facility, and
- (c) to any other person or class of persons prescribed by regulation.

**2.02(9)** For the purposes of paragraph (8)(a), the Minister may disclose an individual's Medicare number to the Minister of Health for the purpose of validating the unique identification number for a child referred to in paragraph (5)(c).

**2.02(10)** Subject to subsection (9), for the purposes of subsection (8), the Minister may disclose only the personal information, that has been prescribed by regulation.

2017, c.64, s.1; 2021, c.1, s.2; 2022, c.30, s.1

### PART 1.1

#### EARLY CHILDHOOD PROGRAMS

2012, c.22, s.5

#### Powers of the Minister

2012, c.22, s.5

**2.1** With respect to programs, the Minister may

- (a) establish programs,
- (b) provide programs,
- (c) enter into contracts for the provision of programs,
- (d) enter into contracts to provide resources for the provision of programs, and
- (e) provide for research to be undertaken to determine the needs for programs within the Province.

2012, c.22, s.5

#### Investigations

2012, c.22, s.5

**2.2(1)** If the Minister has reason to believe that a program provided by an agency may be of inadequate quality or may be dangerous, destructive or damaging to a recipient of the program, the Minister may conduct such

- b) à l'exploitant d'un établissements agréé;
- c) à toute autre personne ou catégorie de personnes prévue par règlement.

**2.02(9)** Aux fins d'application de l'alinéa (8)a), le ministre peut communiquer au ministre de la Santé le numéro d'assurance-maladie d'une personne physique afin de valider le numéro d'identification unique d'un enfant mentionné à l'alinéa (5)c).

**2.02(10)** Sous réserve du paragraphe (9) et aux fins d'application du paragraphe (8), le ministre peut seulement communiquer les renseignements personnels que prévoient les règlements.

2017, ch. 64, art. 1; 2021, ch. 1, art. 2; 2022, ch. 30, art. 1

### PARTIE 1.1

#### PROGRAMMES TOUCHANT LA PETITE ENFANCE

2012, ch. 22, art. 5

#### Pouvoirs du ministre

2012, ch. 22, art. 5

**2.1** Relativement aux programmes, le ministre peut faire ce qui suit :

- a) les établir;
- b) les fournir;
- c) conclure des contrats pour les fournir;
- d) conclure des contrats en vue d'attribuer des ressources pour leur fourniture;
- e) pourvoir à la réalisation d'études visant à déterminer leurs besoins dans la province.

2012, ch. 22, art. 5

#### Enquêtes

2012, ch. 22, art. 5

**2.2(1)** S'il a tout lieu de croire qu'un programme fourni par une agence peut être soit d'une qualité insuffisante, soit dangereux, soit destructif ou préjudiciable pour

investigation of the agency as the Minister considers necessary.

**2.2(2)** During an investigation, the Minister may

- (a) at any reasonable hour enter any premises from which an agency provides the program or keeps its records relating to the program,
- (b) examine any record or document of the agency, and
- (c) interview employees of the agency and recipients of the program.

**2.2(3)** No person shall obstruct or interfere with the Minister who is carrying out or attempting to carry out an investigation under this section.

**2.2(4)** After an investigation has been conducted, the Minister may order the agency in writing to do any of the following:

- (a) take corrective action recommended by the Minister;
- (b) suspend the provision of the program until the corrective action is complied with; or
- (c) terminate provision of the program.

**2.2(5)** The Minister shall serve an order under subsection (4) by personal service on the owner or person in charge of the agency.

**2.2(6)** The Minister may, without notice and without compensation to the agency, terminate any contract entered into with an agency and may cancel resources provided or undertaken to be provided if an owner or person in charge of an agency

- (a) commits an offence under subsection (3),
- (b) fails or refuses to comply with an order issued under paragraph (4)(a) or (b), or
- (c) is subject to an order under paragraph (4)(c).

**2.2(7)** If the Minister terminates a contract under subsection (6), the Minister is entitled to compensation from the agency in an amount equal to the value of any resources provided to the agency under paragraph 2.1(d)

son bénéficiaire, le ministre peut mener auprès de celle-ci les enquêtes qu'il considère nécessaires.

**2.2(2)** Au cours d'une enquête, le ministre peut :

- a) pénétrer à toute heure convenable dans les locaux où l'agence fournit le programme ou conserve ses dossiers relatifs au programme;
- b) examiner les dossiers et les documents de l'agence;
- c) interroger les employés de l'agence et les bénéficiaires du programme.

**2.2(3)** Il est interdit d'entraver ou de gêner le travail du ministre qui procède ou qui tente de procéder à une enquête prévue au présent article.

**2.2(4)** Au terme de son enquête, le ministre peut, par arrêté écrit, enjoindre à l'agence :

- a) de prendre les mesures correctives qu'il recommande;
- b) de suspendre la fourniture du programme jusqu'à la prise des mesures correctives;
- c) de mettre fin à la fourniture du programme.

**2.2(5)** Le ministre signifie à personne l'arrêté pris en vertu du paragraphe (4) au propriétaire ou au responsable de l'agence.

**2.2(6)** Sans avis ni indemnisation à l'agence, le ministre peut mettre fin à tout contrat conclu avec elle et annuler les ressources attribuées ou à attribuer dans le cas où le propriétaire ou le responsable de l'agence :

- a) enfreint le paragraphe (3);
- b) omet ou refuse de se conformer à un arrêté pris en vertu de l'alinéa (4)a) ou b);
- c) est visé par un arrêté pris en vertu de l'alinéa (4)c).

**2.2(7)** S'il met fin à un contrat comme le prévoit le paragraphe (6), le ministre a le droit d'être indemnisé par l'agence d'une somme égale à la valeur que représentent les ressources qu'il lui a attribuées en vertu de l'ali-

during the year before the committal of an offence under subsection (3) or the issuing of an order under subsection (4).

**2.2(8)** If default has been made in payment of the amount referred to in subsection (7), the Minister may issue a certificate to that effect, stating the amount due and payable including interest, if any, and the name of the person from whom the amount is due and payable and that amount shall constitute a debt due to the Crown in right of the Province.

**2.2(9)** A certificate issued under subsection (8) may be filed in The Court of King's Bench of New Brunswick and when filed, becomes a judgment of the court and may be enforced as a judgment obtained in the court by the Crown in right of the Province against the person named in the certificate for a debt of the amount specified in the certificate.

**2.2(10)** All reasonable costs and charges respecting the filing, entering and recording of a certificate under subsection (9) shall be recovered in the same manner as if the amount had been included in the certificate.

2012, c.22, s.5; 2021, c.1, s.3; 2023, c.17, s.61

### **Policies and guidelines**

Repealed: 2013, c.41, s.2

2012, c.22, s.5; 2013, c.41, s.2

**2.3** Repealed: 2013, c.41, s.3

2012, c.22, s.5; 2013, c.41, s.3

## **PART 2**

### **EARLY LEARNING AND CHILDCARE FACILITIES**

#### **Excluded services**

2012, c.22, s.6

**2.4** Services provided by an operator exclude the following:

- (a) services that are provided in circumstances in which the parent or guardian of a child is on the premises and available at all times to attend to the needs of the child;

néa 2.1d) durant l'année précédant la commission de l'infraction prévue au paragraphe (3) ou la prise de l'ar-rêté prévue au paragraphe (4).

**2.2(8)** En cas du défaut de paiement de la somme prévue au paragraphe (7), le ministre peut délivrer un certificat à cet effet attestant la somme échue et exigible, ainsi que les intérêts, s'il y a lieu, et le nom de la personne qui en est redevable, cette somme constituant une créance de la Couronne du chef de la province.

**2.2(9)** Le certificat délivré en vertu du paragraphe (8) peut être déposé auprès de la Cour du Banc du Roi du Nouveau-Brunswick et, étant déposé, devient un jugement de cette cour et est exécutoire à titre de jugement obtenu devant cette cour par la Couronne du chef de la province contre la personne y nommée à l'égard de la dette au montant y indiqué.

**2.2(10)** Les frais et les dépenses raisonnables qu'entraînent le dépôt, l'inscription et l'enregistrement du certificat que prévoit le paragraphe (9) sont recouvrés comme si le montant avait été inclus dans le certificat.

2012, ch. 22, art. 5; 2021, ch. 1, art. 3; 2023, ch. 17, art. 61

### **Politiques et lignes directrices**

Abrogé : 2013, ch. 41, art. 2

2012, ch. 22, art. 5; 2013, ch. 41, art. 2

**2.3** Abrogé : 2013, ch. 41, art. 3

2012, ch. 22, art. 5; 2013, ch. 41, art. 3

## **PARTIE 2**

### **ÉTABLISSEMENTS DE GARDERIE ÉDUCATIVE**

#### **Services exclus**

2012, ch. 22, art. 6

**2.4** Sont exclus des services qu'un exploitant fournit :

- a) les services fournis dans les cas où le parent ou le tuteur d'un enfant se trouve sur les lieux et peut répondre en tout temps aux besoins de celui-ci;

(b) services that are provided on a seasonal basis or for not more than ten weeks in a calendar year; and

(c) a recreational, sports, artistic or other single-focus program that does not have a care component.

2012, c.22, s.6

### General prohibition

**3** No person shall operate a facility except in accordance with this Act and the regulations.

### Licensing of early learning and childcare facilities

#### Licence required

**4(1)** Subject to subsection (2), no person shall operate a facility unless that person holds a licence.

**4(2)** A person who does not hold a licence may operate a facility if that person provides services to one of the following groups of children:

(a) no more than 2 infants, including the children of the operator;

(b) no more than 4 preschool children, including the children of the operator;

(c) no more than 8 school-age children, including the children of the operator; or

(d) no more than 5 children, including those of the operator, if the children are from more than one of the groups described in paragraphs (a) to (c).

#### Application for licence

**5(1)** A person may apply to the Minister on a form provided by the Minister for a licence to operate a facility.

**5(2)** An application for a licence shall be accompanied by the documents and the fee prescribed by regulation.

**5(3)** No individual who is under 19 years of age may apply for a licence.

**5(4)** For greater certainty, only the actual operator may be the applicant for a licence to operate a facility.

2013, c.41, s.4; 2021, c.1, s.4

b) les services fournis sur une base saisonnière ou pendant une période maximale de dix semaines au cours d'une année civile;

c) un programme récréatif, sportif, artistique ou autre qui ne comporte aucun élément de soins.

2012, ch. 22, art. 6

### Interdiction générale

**3** Il est interdit d'exploiter un établissement, sauf en conformité avec la présente loi et ses règlements.

### Délivrance de permis

#### Exigence de permis

**4(1)** Sous réserve du paragraphe (2), il est interdit d'exploiter un établissement sans permis.

**4(2)** N'est pas tenu d'obtenir un permis quiconque fournit des services :

a) à un nombre maximal de deux enfants en bas âge, y inclus les enfants de l'exploitant;

b) à un nombre maximal de quatre enfants d'âge préscolaire, y inclus les enfants de l'exploitant;

c) à un nombre maximal de huit enfants d'âge scolaire, y inclus les enfants de l'exploitant;

d) à un nombre maximal de cinq enfants, y inclus les enfants de l'exploitant, s'ils proviennent de plus d'un des groupes d'âge visés aux alinéas a) à c).

#### Demande de permis

**5(1)** Quiconque souhaite exploiter un établissement peut présenter au ministre une demande de permis au moyen de la formule qu'il fournit.

**5(2)** La demande de permis s'accompagne des documents et des droits réglementaires.

**5(3)** Il est interdit à une personne de moins de 19 ans de présenter une demande de permis.

**5(4)** Il est entendu que seul celui qui exploitera effectivement l'établissement peut demander un permis.

2013, ch. 41, art. 4; 2021, ch. 1, art. 4

**Issuance of licence**

**6(1)** On receiving a completed application for a licence, the Minister shall issue a licence to the applicant if the Minister is satisfied that

(a) the applicant will comply with this Act and the regulations,

(a.1) the application complies with New Brunswick Regulation 2018-11 under this Act,

(b) the premises where the facility will operate comply with this Act and the regulations, and

(c) the services to be provided by the operator comply with this Act and the regulations.

**6(2)** On issuing a licence, the Minister may impose on the licence any term or condition that the Minister considers appropriate.

**6(3)** A licence shall be issued for a term of one year.

**6(4)** A licence shall indicate the following information:

(a) the name of the operator to whom it is issued;

(b) the location of the premises at which the facility shall operate under the licence;

(c) the class of the facility;

(d) the maximum number of children who may receive services at the facility;

(e) the ages of the children who may receive services at the facility;

(e.1) the designation status of the facility, if applicable;

(f) the expiry date of the licence; and

(g) any terms or conditions imposed on the licence by the Minister.

2021, c.1, s.5; 2022, c.30, s.1

**Délivrance d'un permis**

**6(1)** Sur réception d'une demande de permis dûment remplie, le ministre délivre un permis à l'auteur de la demande, s'il est convaincu de ce qui suit :

a) il satisfera aux exigences de la présente loi et de ses règlements;

a.1) la demande est conforme aux exigences que prévoit le Règlement du Nouveau-Brunswick 2018-11 pris en vertu de la présente loi;

b) le lieu où l'établissement sera exploité satisfait aux exigences de la présente loi et de ses règlements;

c) les services que l'exploitant prévoit fournir satisfont aux exigences de la présente loi et de ses règlements.

**6(2)** Lorsqu'il délivre un permis, le ministre peut l'assortir des conditions qu'il juge appropriées.

**6(3)** Un permis est valide pour une durée d'un an.

**6(4)** Le permis comporte les renseignements suivants :

a) le nom de l'exploitant titulaire du permis;

b) l'emplacement du lieu où l'établissement sera exploité;

c) la classe d'établissement dont il s'agit;

d) le nombre maximal d'enfants bénéficiaires de services dans l'établissement;

e) l'âge des enfants bénéficiaires de services dans l'établissement;

e.1) le statut de désignation de l'établissement, le cas échéant;

f) sa date d'expiration;

g) toutes les conditions dont le ministre l'assortit.

2021, ch. 1, art. 5; 2022, ch. 30, art. 1

**Terms and conditions**

7 A licence is subject to the following:

- (a) this Act and the regulations that apply to the licence; and
- (b) the terms and conditions imposed on the licence under subsection 6(2).

**Notice of change**

2021, c.1, s.6

**7.1** If a licensee that is a corporation, unincorporated association, partnership or limited partnership has a change in directors, partners or general partners, as the case may be, the licensee shall:

- (a) notify the Minister in writing within 15 days after the change; and
- (b) submit to the Minister, within 30 days after the change, all the documents for the new directors, partners or general partners that the licensee would have been required to submit at the time of applying for the licence.

2021, c.1, s.6

**Licence not transferable**

8 A licensee may not transfer or assign a licence to another person.

**Expiry**

9 A licence expires at the end of the term of the licence unless it is renewed.

**Refusal to issue licence**

10(0.1) An applicant in paragraph (1)(c) and subsection (2) includes:

- (a) the directors, in the case of an applicant that is a corporation or an unincorporated association;
- (b) the partners, in the case of an applicant that is a partnership; and
- (c) the general partners, in the case of an applicant that is limited partnership.

**Conditions du permis**

7 Un permis est :

- a) assujetti aux dispositions pertinentes de la présente loi et de ses règlements;
- b) assorti des conditions imposées en vertu du paragraphe 6(2).

**Avis de changement**

2021, ch. 1, art. 6

**7.1** Lorsqu'un changement se produit dans les membres du conseil d'administration, les associés ou les commandités d'un titulaire de permis qui est une personne morale, une association non personnalisée, une société en nom collectif ou une société en commandite :

- a) le titulaire en avise le ministre par écrit dans les quinze jours qui suivent le changement;
- b) il lui remet, dans les trente jours qui suivent le changement, tous les documents sur les nouveaux membres du conseil d'administration, associés ou commandités qu'il aurait remis au moment de la demande de permis.

2021, ch. 1, art. 6

**Incessibilité**

8 Le permis est incessible.

**Expiration du permis**

9 Sauf s'il est renouvelé, le permis expire à la fin de sa durée.

**Refus de délivrer un permis**

10(0.1) Aux fins d'application de l'alinéa (1)c) et du paragraphe (2), sont assimilés à un auteur de la demande :

- a) les membres du conseil d'administration d'une personne morale ou d'une association non personnalisée;
- b) les associés d'une société en nom collectif;
- c) les commandités d'une société en commandite.

**10(1)** The Minister may refuse to issue a licence in the following circumstances:

- (a) the Minister is not satisfied that the applicant is capable of operating the facility in accordance with this Act and the regulations;
- (b) the Minister has reasonable grounds to believe that the applicant has knowingly made a false statement in the application or the accompanying documents; or
- (c) the Minister has reasonable grounds to believe that the applicant or an associated person is not suitable to have contact with children receiving services at the facility.

**10(2)** An applicant or an associated person is not suitable to have contact with children receiving services at a facility in the following circumstances:

- (a) the applicant or associated person is the subject of a court order made under the *Child and Youth Well-Being Act* in relation to a danger to the well-being of a child or youth as described in paragraphs 34(a) to (n) of that Act;
- (b) the Minister of Social Development has made a finding that the applicant or associated person has endangered the well-being of a child or youth under subsection 39(1) of the *Child and Youth Well-Being Act*;
- (c) the applicant or associated person is the subject of a court order made under the *Family Services Act* in relation to a danger to the security of a person as described in paragraphs 37.1(1)(a) to (g) of that Act;
- (d) the Minister of Social Development has made a finding that the applicant or associated person has endangered the security of another person under section 36.2 of the *Family Services Act*; or
- (e) the applicant or associated person has been convicted of an offence under the *Criminal Code* (Canada) that is prescribed by regulation.

2013, c.41, s.5; 2016, c.37, s.48; 2019, c.2, s.36; 2021, c.1, s.7; 2023, c.36, s.5

#### **Application to renew licence**

**11(1)** An application for the renewal of a licence shall be made on a form provided by the Minister and submit-

**10(1)** Le ministre peut refuser de délivrer un permis dans les cas suivants :

- a) il n'est pas convaincu que l'auteur de la demande est en mesure d'exploiter l'établissement en conformité avec la présente loi et ses règlements;
- b) des motifs raisonnables lui donnent lieu de croire que l'auteur de la demande a fait sciemment une fausse assertion soit dans sa demande, soit dans les documents qui l'accompagnent;
- c) des motifs raisonnables lui donnent lieu de croire que l'auteur de la demande ou une personne associée est inapte à avoir des contacts avec les enfants bénéficiaires de services dans l'établissement.

**10(2)** L'auteur de la demande ou une personne associée est inapte à avoir des contacts avec les enfants bénéficiaires de services dans un établissement lorsque :

- a) il est visé par une ordonnance de la Cour rendue en vertu de la *Loi sur le bien-être des enfants et des jeunes* relativement à la mise en danger du bien-être d'un enfant ou d'un jeune tel qu'il est énoncé aux alinéas 34a) à n) de cette loi;
- b) le ministre du Développement social a constaté, en application du paragraphe 39(1) de la *Loi sur le bien-être des enfants et des jeunes*, qu'il a mis en danger le bien-être d'un enfant ou d'un jeune;
- c) il est visé par une ordonnance de la cour rendue en vertu de la *Loi sur les services à la famille* relativement à une menace à la sécurité d'une personne tel qu'il est énoncé aux alinéas 37.1(1)a) à g) de cette loi;
- d) le ministre du Développement social a conclu en vertu de l'article 36.2 de la *Loi sur les services à la famille* qu'il a menacé la sécurité d'une autre personne;
- e) il a été déclaré coupable d'une infraction au *Code criminel* (Canada) que prévoient les règlements.

2013, ch. 41, art. 5; 2016, ch. 37, art. 48; 2019, ch. 2, art. 36; 2021, ch. 1, art. 7; 2023, ch. 36, art. 5

#### **Demande de renouvellement du permis**

**11(1)** Le titulaire qui souhaite renouveler son permis en présente la demande au ministre au moins quatre-

ted to the Minister at least 90 days before the expiry date of the licence.

**11(2)** An application for the renewal of a licence shall be accompanied by the documents and the fee prescribed by regulation.

2013, c.41, s.6; 2021, c.1, s.8

### Renewal of licence

**12(1)** On receiving a completed application for the renewal of a licence, the Minister shall renew the licence if the Minister is satisfied that

- (a) the licensee will comply with this Act and the regulations,
- (a.1) the application complies with New Brunswick Regulation 2018-11 under this Act,
- (b) the premises where the facility operates comply with this Act and the regulations, and
- (c) the services provided by the licensee comply with this Act and the regulations.

**12(2)** Subsections 6(2) to (4) apply with the necessary modifications to the renewal of a licence.

2021, c.1, s.9

### Refusal to renew licence

**13(0.1)** A licensee in (1)(c) and subsection (2) includes:

- (a) in the case of licensee that is a corporation or an unincorporated association, the directors who have contact with children receiving services at the facility or who are responsible for maintaining the financial records of the facility;
- (b) in the case of a licensee that is a partnership, the partners who have contact with children receiving services at the facility or who are responsible for maintaining the financial records of the facility; and
- (c) in the case of a licensee that is a limited partnership, the general partners who have contact with children receiving services at the facility or who are responsible for maintaining the financial records of the facility.

vingt-dix jours avant la date d'expiration du permis au moyen de la formule que fournit le ministre.

**11(2)** La demande de renouvellement du permis s'accompagne des documents et des droits réglementaires.

2013, ch. 41, art. 6; 2021, ch. 1, art. 8

### Renouvellement du permis

**12(1)** Sur réception d'une demande de renouvellement de permis dûment remplie, le ministre le renouvelle s'il est convaincu de ce qui suit :

- a) le titulaire du permis satisfera aux exigences de la présente loi et de ses règlements;
- a.1) la demande est conforme aux exigences que prévoit le Règlement du Nouveau-Brunswick 2018-11 pris en vertu de la présente loi;
- b) le lieu d'exploitation de l'établissement satisfait aux exigences de la présente loi et de ses règlements;
- c) les services que fournit le titulaire du permis satisfont aux exigences de la présente loi et de ses règlements.

**12(2)** Les paragraphes 6(2) à (4) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, au renouvellement d'un permis.

2021, ch. 1, art. 9

### Refus de renouveler un permis

**13(0.1)** Aux fins d'application de l'alinéa (1)c) et du paragraphe (2), sont assimilés à un titulaire de permis :

- a) les membres du conseil d'administration d'une personne morale ou d'une association non personnalisée qui ont des contacts avec les enfants bénéficiaires de services dans l'établissement ou qui tiennent les documents financiers de celui-ci;
- b) les associés d'une société en nom collectif qui ont des contacts avec les enfants bénéficiaires de services dans l'établissement ou qui tiennent les documents financiers de l'établissement;
- c) les commandités d'une société en commandite qui ont des contacts avec les enfants bénéficiaires de services dans l'établissement ou qui tiennent les documents financiers de l'établissement.



**13(1)** The Minister may refuse to renew a licence in the following circumstances:

- (a) the Minister is not satisfied that the licensee is capable of operating the facility in accordance with this Act and the regulations;
- (b) the Minister has reasonable grounds to believe that the licensee has knowingly made a false statement in the application or the accompanying documents or in any other record or document required to be maintained under this Act or the regulations;
- (c) the Minister has reasonable grounds to believe that the licensee or an associated person is not suitable to have contact with children receiving services at the facility; or
- (d) after an inspection under section 22 and reasonable inquiry, the Minister is satisfied that the licensee has violated or failed to comply with a term or condition of the licence, a provision of this Act or the regulations or a provision of another Act that is prescribed by regulation.

**13(2)** Subsection 10(2) applies to the licensee or an associated person referred to in paragraph (1)(c).

2021, c.1, s.10

### **Continuation of licence**

**14(1)** When a licensee applies to renew a licence at least 90 days before the expiry date of the licence and, if applicable, the designation, shall be deemed to continue until

- (a) the Minister renews the licence and, if applicable, the designation, or
- (b) the Minister refuses to renew the licence and, if applicable, the designation.

**14(2)** If a licensee makes a request under section 33 for the Minister to review a decision not to renew a licence, the licence and, if applicable, the designation, shall be deemed to continue until the Minister makes a determination under section 36.

2021, c.1, s.11; 2022, c.30, s.1

**13(1)** Le ministre peut refuser de renouveler un permis dans l'un des cas suivants :

- a) il n'est pas convaincu que le titulaire du permis est en mesure d'exploiter l'établissement en conformité avec la présente loi et ses règlements;
- b) des motifs raisonnables lui donnent lieu de croire que le titulaire du permis a fait sciemment une fausse assertion dans sa demande de renouvellement, dans les documents qui l'accompagnent ou dans tout autre dossier ou document dont la tenue est exigée en application de la présente loi ou de ses règlements;
- c) des motifs raisonnables lui donnent lieu de croire que le titulaire du permis ou une personne associée est inapte à avoir des contacts avec les enfants bénéficiaires de services dans l'établissement;
- d) par suite d'une inspection tenue en vertu de l'article 22 et d'une enquête suffisante, il est convaincu que le titulaire du permis a enfreint une condition de son permis, une disposition de la présente loi ou de ses règlements ou une disposition de toute autre loi visée par les règlements, ou a omis de s'y conformer.

**13(2)** Le paragraphe 10(2) s'applique au titulaire du permis ou à une personne associée visée à l'alinéa (1)c).

2021, ch. 1, art. 10

### **Maintien en vigueur d'un permis**

**14(1)** Lorsque le titulaire du permis demande le renouvellement de son permis au moins quatre-vingt-dix jours avant la date d'expiration de celui-ci, le permis et, le cas échéant, la désignation, sont réputés être maintenus en vigueur jusqu'à ce que le ministre :

- a) les renouvelle;
- b) refuse de les renouveler.

**14(2)** Si le titulaire du permis demande en vertu de l'article 33 que le ministre examine sa décision de ne pas renouveler un permis, le permis et, le cas échéant, la désignation, sont réputés être maintenus en vigueur jusqu'à ce que ce dernier termine son examen en vertu de l'article 36.

2021, ch. 1, art. 11; 2022, ch. 30, art. 1

**Waiting period after refusal or revocation**

**15(1)** The following definitions apply in this section.

“affiliate” means an affiliate as defined in the *Business Corporations Act*. (*affilié*)

“associate” means an associate as defined in the *Business Corporations Act*. (*associé*)

“director” means a director as defined in the *Business Corporations Act*. (*administrateur*)

“incorporator” means an individual or body corporate that signs articles of incorporation under section 3 of the *Business Corporations Act*. (*fondateur*)

**15(2)** A person who is refused a licence, who is refused renewal of a licence or whose licence is revoked shall not apply for a licence for the period of time prescribed by regulation.

**15(3)** The prohibition in subsection (2) also applies to the following persons:

(a) an associate of the person referred to in subsection (2);

(b) if the person referred to in subsection (2) is a corporation,

(i) a director of the corporation, and

(ii) an affiliate of the corporation; and

(c) a corporation of which a person referred to in subsection (2) is a director or an incorporator.

2023, c.2, s.175

**Designation of early learning and childcare facilities**

2022, c.30, s.1

**Designation**

2022, c.30, s.1

**15.1(1)** On or after November 1, 2022, a person may, when applying for a licence under section 5, apply to the Minister, on a form provided by the Minister, to have a

**Délai d'attente après le refus ou la révocation d'un permis**

**15(1)** Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

« administrateur » S'entend au sens de la définition que donne de ce terme la *Loi sur les sociétés par actions*. (*director*)

« affilié » S'entend au sens de la définition que donne de ce terme la *Loi sur les sociétés par actions*. (*affiliate*)

« associé » S'entend au sens de la définition que donne de ce terme la *Loi sur les sociétés par actions*. (*associate*)

« fondateur » Personne physique ou morale qui signe les statuts constitutifs en application de l'article 3 de la *Loi sur les sociétés par actions*. (*incorporator*)

**15(2)** Nul ne peut présenter une demande de permis pendant la période réglementaire lorsqu'un permis ou le renouvellement de son permis lui a été refusé ou que son permis a été révoqué.

**15(3)** L'interdiction prévue au paragraphe (2) s'applique aussi :

a) à un associé de la personne visée au paragraphe (2);

b) si la personne visée au paragraphe (2) est une personne morale :

(i) à l'un de ses administrateurs,

(ii) à l'une de ses sociétés affiliées;

c) à une personne morale dont la personne visée au paragraphe (2) est un administrateur ou un fondateur.

2023, ch. 2, art. 175

**Désignation des établissements de garderie éducative**

2022, ch. 30, art. 1

**Désignation**

2022, ch. 30, art. 1

**15.1(1)** À partir du 1<sup>er</sup> novembre 2022, toute personne qui souhaite qu'un établissement soit qualifié d'établissement désigné peut en présenter la demande au minis-

facility designated as a designated facility or, in the case of a person that is an operator of a licensed facility, at any time during the term of the licence.

**15.1(2)** An application for designation shall be accompanied by the documents prescribed by regulation.

**15.1(3)** The Minister may, in accordance with the policies and procedures established by the Minister, designate a facility as a designated facility

(a) on the issuance of a licence under section 6 for the term of the licence, or

(b) at any time during the term of a licence, for the remainder of the term of the licence.

**15.1(4)** The *Regulations Act* does not apply to the policies and procedures established by the Minister for the purposes of subsection (3).

**15.1(5)** The Minister shall, whenever possible, designate facilities in the order of priority established by regulation.

**15.1(6)** A designation expires at the end of the term of the licence unless the licence and the designation are renewed.

2022, c.30, s.1

### **Renewal of a designation**

2022, c.30, s.1

**15.2(1)** An application for the renewal of a designation shall be made on a form provided by the Minister and submitted to the Minister at the same time as the application for renewal of a licence under section 11.

**15.2(2)** An application for the renewal of a designation shall be accompanied by the documents prescribed by regulation.

**15.2(3)** On receiving a completed application for the renewal of a designation, the Minister shall, on renewing the licence, renew the designation if the Minister is satisfied that the licensee will comply with the requirements of designation in this Act and the regulations.

2022, c.30, s.1

tre, au moyen de la formule qu'il fournit, en même temps qu'elle présente sa demande de permis en vertu de l'article 5 ou, s'agissant de l'exploitant d'un établissement agréé, à tout moment pendant la durée de validité du permis.

**15.1(2)** La demande de désignation s'accompagne des documents prescrits par règlement.

**15.1(3)** Le ministre peut, conformément aux politiques et procédures qu'il établit, qualifier un établissement d'établissement désigné :

a) à la délivrance d'un permis par application de l'article 6, pour la durée de validité du permis;

b) à tout moment pendant la durée de validité d'un permis, pour la durée non écoulée de celui-ci.

**15.1(4)** La *Loi sur les règlements* ne s'applique pas aux procédures et politiques établies par le ministre aux fins d'application du paragraphe (3).

**15.1(5)** Le ministre désigne, dans la mesure du possible, les établissements dans l'ordre de priorité établi par règlement.

**15.1(6)** La désignation expire à la fin de la durée de validité du permis, à moins que celui-ci et la désignation ne soient renouvelés.

2022, ch. 30, art. 1

### **Renouvellement de la désignation**

2022, ch. 30, art. 1

**15.2(1)** La demande de renouvellement de la désignation est faite au moyen de la formule que fournit le ministre et lui est présentée en même temps que la demande de renouvellement du permis prévue à l'article 11.

**15.2(2)** La demande de renouvellement de la désignation s'accompagne des documents prescrits par règlement.

**15.2(3)** Sur réception de la demande de renouvellement de la désignation dûment remplie, le ministre, lors du renouvellement du permis, la renouvelle s'il est convaincu que le titulaire du permis satisfera aux exigences de désignation de la présente loi et de ses règlements.

2022, ch. 30, art. 1

**Schedule of wage rates**

2022, c.30, s.1

**15.3(1)** For the purposes of this section, “employee” means

(a) with respect to a full-time early learning and childcare centre or a part-time early learning and childcare centre, a staff member, other than an operator, who works directly with children and an administrator, and

(b) with respect to an early learning and childcare home, an operator.

**15.3(2)** The Minister shall establish a schedule of wage rates for employees of designated facilities and shall review the schedule of wage rates at least once a year.

**15.3(3)** The Minister shall make the schedule of wage rates available to the public by posting the schedule on the Department of Education and Early Childhood Development website.

**15.3(4)** On or after November 1, 2022, an operator of a designated facility shall pay each employee at a wage rate not less than the applicable wage rate set out in the schedule.

2022, c.30, s.1

**Designation agreements**

2022, c.30, s.1

**15.4(1)** Any agreement entered into by the Minister with an operator of a licensed facility on or after February 1, 2018, and before the commencement of this section, with respect to the designation of the operator’s licensed facility for the purposes of improving the quality of services at the facility and providing financial assistance under section 46, shall be deemed to have been validly entered into and is confirmed and ratified.

**15.4(2)** Any act or thing done on or after February 1, 2018, and before the commencement of this section by the Minister with respect to financial assistance referred to in subsection (1) shall be deemed to have been validly done and is confirmed and ratified.

**15.4(3)** No action, application or any other proceeding to question or in which is questioned the validity of the

**Barème des taux de rémunération**

2022, ch. 30, art. 1

**15.3(1)** Aux fins d’application du présent article, « employé » s’entend :

a) dans le cas d’une garderie éducative à temps plein ou d’une garderie éducative à temps partiel, d’un membre du personnel, à l’exclusion de l’exploitant, qui travaille directement avec les enfants ou encore d’un administrateur;

b) dans le cas d’une garderie éducative en milieu familial, de son exploitant.

**15.3(2)** Le ministre établit un barème des taux de rémunération des employés des établissements désignés, qu’il examine au moins une fois par an.

**15.3(3)** Le ministre rend le barème public en l’affichant sur le site Web du ministère de l’Éducation et du Développement de la petite enfance.

**15.3(4)** À partir du 1<sup>er</sup> novembre 2022, l’exploitant d’un établissement désigné verse à chaque employé une rémunération dont le taux est au moins égal à celui fixé dans le barème.

2022, ch. 30, art. 1

**Ententes de désignation**

2022, ch. 30, art. 1

**15.4(1)** Toute entente conclue par le ministre avec l’exploitant d’un établissement agréé le 1<sup>er</sup> février 2018 ou après cette date, mais avant l’entrée en vigueur du présent article, concernant la désignation de l’établissement aux fins de l’amélioration de la qualité de ses services et de la fourniture d’assistance financière en vertu de l’article 46 est réputée avoir été validement conclue et est confirmée et ratifiée.

**15.4(2)** Tout acte ou toute chose qu’accomplit, le 1<sup>er</sup> février 2018 ou après cette date, mais avant l’entrée en vigueur du présent article, le ministre en ce qui concerne l’assistance financière mentionnée au paragraphe (1) est réputé avoir été validement accompli et est confirmé et ratifié.

**15.4(3)** Bénéficiaire de l’immunité de poursuite engagée par voie d’action ou autre instance mettant en ques-

agreements referred to in subsection (1) or the authority of the Minister to enter into such agreements or to provide financial assistance referred to in subsection (1) shall lie or be instituted against the Crown in right of the Province, the Minister or any person appointed, assigned, designated or requested to assist the Minister with respect to such agreements and financial assistance, if the Minister or person acted in good faith in entering into the agreement or providing the financial assistance referred to in subsection (1).

2022, c.30, s.1

### **Deemed designation**

2022, c.30, s.1

**15.5(1)** On the date the Act that enacted this section received first reading in the Legislative Assembly, any licensed facility that is designated under an agreement referred to in section 15.4 is, for the remainder of the term of the licence, deemed to be a designated facility.

**15.5(2)** If a licence referred to in subsection (1) expires on or before October 31, 2022, the Minister may, on renewal of the licence, renew the designation.

2022, c.30, s.1

### **Designation on or before October 31, 2022**

2022, c.30, s.1

**15.6** On or before October 31, 2022, the Minister may designate a facility as a designated facility in the following circumstances:

- (a) the Minister receives a completed application for a licence and for designation on or before the date the Act that enacted this section received first reading in the Legislative Assembly;
- (b) the Minister receives an application for designation on or before October 31, 2022, from an applicant who, on the date the Act that enacted this section received first reading in the Legislative Assembly, was operating a licensed facility that was not deemed to be a designated facility under subsection 15.5(1);
- (c) the Minister receives on or before October 31, 2022, from a person who, on the date the Act that enacted this section received first reading in the Legislative Assembly, was operating a licensed facility that was deemed to be a designated facility under sub-

tion ou dans laquelle est contestée la validité des ententes visées au paragraphe (1) ou le pouvoir du ministre de conclure celles-ci ou de fournir l'assistance financière mentionnée au paragraphe (1) la Couronne du chef de la province, le ministre et toute personne nommée, affectée ou désignée pour l'assister en ce qui concerne ces ententes et cette assistance ou à qui on a demandé de le faire, si lui ou cette personne a agi de bonne foi en concluant ou en fournissant celles-ci.

2022, ch. 30, art. 1

### **Désignation réputée**

2022, ch. 30, art. 1

**15.5(1)** Dès la date de la première lecture de la loi qui a édicté le présent article à l'Assemblée législative, tout établissement agréé qui est désigné en application d'une entente visée à l'article 15.4 est, pour la durée non écoulée du permis, réputé être un établissement désigné.

**15.5(2)** Si le permis mentionné au paragraphe (1) expire avant le 31 octobre 2022 ou à cette date, le ministre peut, lors de son renouvellement, renouveler la désignation.

2022, ch. 30, art. 1

### **Désignation au plus tard le 31 octobre 2022**

2022, ch. 30, art. 1

**15.6** Le ministre peut, jusqu'au 31 octobre 2022, qualifier un établissement d'établissement désigné dans les circonstances suivantes :

- a) il reçoit une demande de permis dûment remplie, y compris une demande de désignation, au plus tard à la date de la première lecture de la loi qui a édicté le présent article à l'Assemblée législative;
- b) il reçoit une demande de désignation au plus tard le 31 octobre 2022 d'un demandeur qui, à la date de la première lecture de la loi qui a édicté le présent article à l'Assemblée législative, exploitait un établissement agréé qui n'était pas réputé être un établissement désigné en application du paragraphe 15.5(1);
- c) il reçoit, au plus tard le 31 octobre 2022, d'une personne qui, à la date de la première lecture de la loi qui a édicté le présent article à l'Assemblée législative, exploitait un établissement agréé réputé être un établissement désigné en application du paragra-

section 15.5(1), and who, after that date, ceases to operate the facility, a completed application for a licence and for designation to operate at another premises a similar designated facility; or

(d) the Minister receives on or before October 31, 2022, a completed application for a licence and for designation in respect of a facility that was deemed to be a designated facility under subsection 15.5(1) from a person who was not the operator of the facility on the date of the deemed designation.

2022, c.30, s.1

### **Requirements of early learning and childcare facilities**

#### **Location of operation**

**16** A licensed facility may be operated only at the premises specified in the licence issued to its operator.

#### **Transportation of children**

**17** An operator of a licensed facility who transports or provides for the transportation of children receiving services at the facility shall ensure that it is done in accordance with the requirements prescribed by regulation.

#### **Curriculum framework**

Repealed: 2012, c.13, s.2

2012, c.13, s.2

**18** Repealed: 2012, c.13, s.2

2012, c.13, s.2; 2012, c.22, s.7; 2013, c.41, s.7

#### **Inclusion**

2021, c.1, s.12

**18.1(1)** An operator of a licensed facility shall provide services in an inclusive environment that respects the diversity of children and families related to race, colour, creed or religion, national origin, ancestry, place of origin, age, disability, marital status, family status, sexual orientation, sex, gender identity or expression, social condition and political belief or activity.

phe 15.5(1) et qui, après cette date, cesse de l'exploiter, une demande de permis dûment remplie, y compris une demande de désignation, en vue d'exploiter dans d'autres locaux un établissement désigné semblable;

d) il reçoit, au plus tard le 31 octobre 2022, une demande de permis dûment remplie, y compris une demande de désignation, à l'égard d'un établissement réputé être un établissement désigné en application du paragraphe 15.5(1) d'une personne qui n'en n'était pas l'exploitant à la date de la désignation réputée.

2022, ch. 30, art. 1

### **Exigences et normes visant les établissements de garderie éducative**

#### **Lieu d'exploitation**

**16** L'exploitation d'un établissement agréé n'est assurée qu'au lieu indiqué dans le permis de son exploitant.

#### **Transport des enfants**

**17** L'exploitant d'un établissement agréé qui transporte des enfants bénéficiaires de services dans l'établissement ou qui en assure le transport doit veiller à ce que le transport ou le service de transport s'effectue en conformité avec les exigences réglementaires.

#### **Curriculum éducatif**

Abrogé : 2012, ch. 13, art. 2

2012, ch. 13, art. 2

**18** Abrogé : 2012, ch. 13, art. 2

2012, ch. 13, art. 2; 2012, ch. 22, art. 7; 2013, ch. 41, art. 7

#### **Inclusion**

2021, ch. 1, art. 12

**18.1(1)** L'exploitant d'un établissement agréé veille à ce que ses services soient offerts dans un milieu inclusif, c'est-à-dire qui respecte la diversité des enfants et des familles quant à leur race, leur couleur, leur croyance ou religion, leur origine nationale, leur ascendance, leur lieu d'origine, leur âge, leur incapacité, leur état matrimonial, leur situation familiale, leur orientation sexuelle, leur sexe, leur identité ou expression de genre, leur condition sociale ou leurs convictions ou activités politiques.

**18.1(2)** An operator of a licensed facility shall develop and implement an inclusion policy.

**18.1(3)** An inclusion policy shall include the following:

(a) how the operator will create an environment at the facility that supports, reflects and promotes equitable and inclusive practices to ensure that services are responsive to the needs, values and cultural beliefs of the families using the services;

(b) in the case of a facility of a class prescribed by regulation, any information prescribed by regulation.

2021, c.1, s.12

### Staff training and qualifications

**19(1)** The staff members of a licensed facility shall meet the training requirements and other qualifications prescribed by regulation.

**19(2)** The Minister may collect and use the personal information of staff members of a licensed facility for the purpose of determining whether the training requirements and other qualifications referred to in subsection (1) have been met.

**19(3)** The Minister may collect the personal information referred to in subsection (2) either directly from the staff member to whom it relates or indirectly from an operator.

**19(4)** The Minister may disclose the personal information of a staff member of a licensed facility collected under subsection (2) to an operator for the purpose of confirming the training and other qualifications of the staff member.

2021, c.1, s.13

### Checks of staff members

2021, c.1, s.14

**19.1(1)** If the Minister has reasonable grounds to believe that a staff member may not be suitable to have contact with children receiving services at a licensed facility, the Minister may obtain a check with the Department of Social Development.

**18.1(2)** L'exploitant d'un établissement agréé élabore et met en œuvre une politique d'inclusion.

**18.1(3)** La politique d'inclusion indique notamment :

a) comment sera créé un milieu qui soutient, reflète et favorise des pratiques équitables et inclusives afin de garantir que les services répondent aux besoins, aux valeurs et aux croyances culturelles des familles qui utilisent le service de garde;

b) s'agissant des établissements d'une classe établie par règlement, les renseignements prévus par règlement.

2021, ch. 1, art. 12

### Formation du personnel et compétences exigées

**19(1)** Les membres du personnel d'un établissement agréé doivent satisfaire les exigences établies par règlement quant à la formation et aux autres compétences requises.

**19(2)** Le ministre peut recueillir et utiliser les renseignements personnels des membres du personnel d'un établissement agréé afin de déterminer si ont été satisfaites les exigences quant à la formation et aux autres compétences requises mentionnées au paragraphe (1).

**19(3)** Le ministre peut recueillir les renseignements personnels mentionnés au paragraphe (2) soit directement auprès du membre du personnel concerné, soit indirectement auprès de l'exploitant.

**19(4)** Le ministre peut communiquer à un exploitant les renseignements personnels d'un membre du personnel d'un établissement agréé qu'il a recueillis en vertu du paragraphe (2) afin de confirmer la formation et autres compétences du membre du personnel concerné.

2021, ch. 1, art. 13

### Vérification des membres du personnel

2021, ch. 1, art. 14

**19.1(1)** S'il a des motifs raisonnables de croire qu'un membre du personnel est inapte à avoir des contacts avec les enfants bénéficiaires de services dans l'établissement agréé, le ministre peut obtenir une vérification à son égard auprès du ministère du Développement social.

**19.1(2)** If after a check under subsection (1), the Minister still has reasonable grounds to believe that a staff member is not suitable to have contact with children receiving services at the facility, the Minister may order the operator to dismiss the staff member.

**19.1(3)** Subsection 10(2) applies with the necessary modifications to a staff member referred to in subsection (1).

2021, c.1, s.14

### Records and other documents

**20(1)** The operator of a licensed facility shall maintain those records and documents prescribed by regulation.

**20(2)** The operator of a licensed facility shall file with the Minister those records and documents requested by the Minister within the time specified by the Minister.

### Duty to post

**21** A licensee shall post the following documents in a clearly visible and prominent place in the facility associated with the licence:

- (a) the licence;
- (a.1) a notice of a decision to suspend a grant under subsection 28.3(1);
- (b) a report provided under section 23;
- (c) an order issued under section 28; and
- (d) a probationary license issued under section 29.

2022, c.30, s.1

### Inspections of licensed facilities

#### Inspections

**22(1)** At any reasonable time, an inspector may enter and inspect a licensed facility for the purpose of ensuring compliance with this Act, the regulations and the licence associated with the facility.

**22(2)** Before or after attempting to enter a licensed facility under subsection (1), an inspector may apply for an entry warrant under the *Entry Warrants Act*.

**19.1(2)** Si, à la suite d'une vérification effectuée en vertu du paragraphe (1), il a toujours des motifs raisonnables de croire que le membre du personnel est inapte à avoir des contacts avec eux, le ministre peut ordonner à l'exploitant de cesser de l'employer ou de l'engager.

**19.1(3)** Le paragraphe 10(2) s'applique avec les adaptations nécessaires au membre du personnel visé au paragraphe (1).

2021, ch. 1, art. 14

### Dossiers et autres documents

**20(1)** L'exploitant d'un établissement agréé tient les dossiers et les documents réglementaires.

**20(2)** L'exploitant d'un établissement agréé dépose auprès du ministre les dossiers et les documents qu'il exige et dans les délais qu'il impartit.

### Obligation d'afficher

**21** Le titulaire de permis doit afficher dans un endroit bien en vue dans l'établissement à l'égard duquel le permis a été délivré les documents suivants :

- a) le permis;
- a.1) un avis de la décision de suspendre une subvention en vertu du paragraphe 28.3(1);
- b) un rapport fourni en application de l'article 23;
- c) un arrêté pris en vertu de l'article 28;
- d) un permis conditionnel délivré en vertu de l'article 29.

2022, ch. 30, art. 1

### Inspection des établissements agréés

#### Inspections

**22(1)** Un inspecteur peut pénétrer à toute heure convenable dans un établissement agréé et l'inspecter afin d'assurer la conformité avec la présente loi, ses règlements et le permis afférent à l'établissement.

**22(2)** Avant d'avoir tenté d'entrer dans l'établissement visé au paragraphe (1) ou après, l'inspecteur peut présenter une demande de mandat d'entrée en vertu de la *Loi sur les mandats d'entrée*.



**22(3)** An inspector shall not enter a private dwelling under subsection (1) unless the inspector is entering in one of the following circumstances:

- (a) the inspector is acting in an emergency situation;
- (b) the inspector is entering with the consent of a person who appears to be an adult and an occupant of the dwelling; or
- (c) the inspector has obtained an entry warrant under the *Entry Warrants Act*.

**22(4)** During an inspection, an inspector may do any of the following:

- (a) require to be produced for inspection, or for the purpose of obtaining copies or extracts, any record or document prescribed by regulation; and
- (b) make those examinations and inquiries of any person that the inspector considers necessary for the purpose of ensuring compliance with this Act, the regulations and the licence associated with the facility.

**22(5)** Immediately on demand by an inspector, the operator or administrator of a licensed facility shall produce a record or document required by the inspector under subsection (4).

**22(6)** Every person shall give an inspector all reasonable assistance to enable the inspector to carry out an inspection under this section, including providing the inspector with the information that the inspector reasonably requires.

**22(7)** An inspector acting under this section may request the assistance of a peace officer.

**22(8)** An inspector shall inform the Minister as soon as practicable, if, during an inspection, the inspector has reasonable grounds to believe that

- (a) there is an imminent danger to the health, safety or well-being of a child who is receiving services at the licensed facility, or
- (b) the operator has failed to ensure that

**22(3)** L'inspecteur ne peut entrer dans un logement privé en application du paragraphe (1) que dans les cas suivants :

- a) il agit dans une situation d'urgence;
- b) il obtient le consentement d'une personne qui semble être un adulte et en être un occupant;
- c) il a obtenu un mandat d'entrée en vertu de la *Loi sur les mandats d'entrée*.

**22(4)** Au cours d'une inspection, l'inspecteur peut :

- a) exiger que soit produit pour examen ou pour obtention de copies ou d'extraits tout dossier ou document réglementaire;
- b) effectuer tous les examens et s'enquérir de toute personne selon ce qu'il juge nécessaire pour s'assurer de la conformité avec les dispositions de la présente loi et de ses règlements et avec le permis afférent à l'établissement.

**22(5)** L'exploitant ou l'administrateur d'un établissement agréé est tenu, dès que demande lui est faite par un inspecteur, de produire un dossier ou un document qu'il exige en vertu du paragraphe (4).

**22(6)** Chaque personne donne à un inspecteur toute assistance raisonnable afin qu'il puisse effectuer son inspection en application du présent article, notamment en lui fournissant les renseignements qu'il exige de façon raisonnable.

**22(7)** L'inspecteur qui agit en vertu du présent article peut requérir l'assistance d'un agent de la paix.

**22(8)** L'inspecteur en informe le ministre dans les plus brefs délais si, au cours d'une inspection, il a des motifs raisonnables de croire :

- a) ou bien qu'un danger imminent menace la santé, la sécurité ou le bien-être d'un enfant qui est bénéficiaire de services dans un établissement agréé;
- b) ou bien que l'exploitant a manqué à son devoir de veiller à ce qu'aucun enfant qui y est bénéficiaire de services :

(i) no child receiving services at the licensed facility is subjected to any form of physical punishment or verbal or emotional abuse, or

(ii) no child receiving services at the licensed facility is denied physical necessities.

2021, c.1, s.15

### Inspection report

**23** An inspector shall provide an operator with a copy of the inspector's report.

### Removal of records and documents

**24(1)** For the purposes of section 22, an inspector may remove a record or document from a licensed facility and may make a copy or extract of it or any part of it and shall give a receipt for the record or document to the person who provided it to the inspector.

**24(2)** When a record or a document is removed from a licensed facility, it shall be returned as soon as possible after the copies or extracts have been made.

**24(3)** A copy or extract of a record or document related to an inspection and purporting to be certified by the inspector is admissible in evidence in a proceeding or prosecution as proof, in the absence of evidence to the contrary, of the original without proof of the appointment, authority or signature of the inspector.

### Confidentiality of information

**25(1)** Despite the *Right to Information and Protection of Privacy Act*, a statement, declaration, record or document made or given by a person at the request of an inspector in the course of an inspection is confidential and for the information and use of the Minister only and may not be inspected by any other person without the written authorization of the Minister.

**25(2)** Subsection (1) does not apply to the collection, use or disclosure of personal information in the context of the agreements entered into under section 47.1 of the *Right to Information and Protection of Privacy Act*.

2013, c.41, s.8; 2019, c.18, s.9

(i) soit ne subisse quelque punition physique ou violence verbale ou psychologique,

(ii) soit ne soit privé de ses nécessités physiques.

2021, ch. 1, art. 15

### Rapport d'inspection

**23** L'inspecteur fournit à l'exploitant copie de son rapport.

### Retrait de dossiers et de documents

**24(1)** Pour l'application de l'article 22, un inspecteur peut retirer un dossier ou un document d'un établissement agréé et faire des copies ou tirer des extraits de tout ou partie du dossier et du document et en donner récépissé à la personne qui l'a fourni à l'inspecteur.

**24(2)** Le dossier ou le document qui est retiré d'un établissement agréé y est retourné dès que possible après que les copies ont été faites ou que les extraits ont été tirés.

**24(3)** La copie ou l'extrait de tout dossier ou document visé par une inspection et censé être attesté par l'inspecteur est admissible en preuve dans toute instance ou dans toute poursuite et, à défaut de preuve contraire, fait foi de l'original sans qu'il soit nécessaire de prouver la nomination, l'autorité ou l'authenticité de la signature de l'inspecteur.

### Confidentialité des renseignements

**25(1)** Par dérogation à la *Loi sur le droit à l'information et la protection de la vie privée*, toute assertion, toute déclaration, tout dossier ou tout document qu'une personne produit à la demande d'un inspecteur dans le cadre d'une inspection est confidentiel et réservé à l'usage et pour la gouverne du ministre et ne peut être examiné sans son autorisation écrite.

**25(2)** Le paragraphe (1) ne s'applique pas à la collecte, à l'utilisation ou à la communication de renseignements personnels effectuée dans le cadre des accords conclus en vertu de l'article 47.1 de la *Loi sur le droit à l'information et la protection de la vie privée*.

2013, ch. 41, art. 8; 2019, ch. 18, art. 9

**Obstruction of inspectors**

**26(1)** No person shall obstruct or interfere with an inspector who is carrying out or attempting to carry out an inspection under section 22.

**26(2)** A person is not interfering with or obstructing an inspector if the person refuses to consent to the inspector entering a private dwelling unless an entry warrant has been obtained or the inspector is acting in an emergency situation.

**Inspectors**

**27(1)** The Minister may appoint inspectors for the purposes of this Act and the regulations.

**27(2)** The Minister shall issue to an inspector a certificate of appointment bearing the Minister's signature or a facsimile of it.

**27(3)** An inspector who exercises powers under this Act or the regulations shall produce their certificate of appointment when requested to do so.

2021, c.1, s.16

**Enforcement****Order for compliance**

**28(1)** If the Minister is of the opinion that a licensed facility is not being operated or maintained in compliance with this Act, the regulations or its licence, the Minister may issue an order to the operator requiring that those measures specified in the order be taken in order to remedy the non-compliance.

**28(2)** An order under subsection (1) shall be in writing and shall specify the time within which it must be complied with.

**Protection order**

2021, c.1, s.17

**28.1(1)** The Minister may issue a protection order under this section if, after receiving information from an inspector under subsection 22(8), the Minister has reasonable grounds to believe that

- (a) there is an imminent danger to the health, safety or well-being of a child who is receiving services at the licensed facility, or

**Entrave à l'inspecteur**

**26(1)** Il est interdit d'entraver ou de gêner le travail d'un inspecteur qui procède ou qui tente de procéder à une inspection en vertu de l'article 22.

**26(2)** Une personne n'entrave ni ne gêne le travail d'un inspecteur lorsqu'elle lui refuse l'accès à un logement privé, sauf si un mandat d'entrée a été obtenu ou que l'inspecteur agit dans une situation d'urgence.

**Inspecteurs**

**27(1)** Le ministre peut nommer des inspecteurs aux fins d'application de la présente loi et de ses règlements.

**27(2)** Le ministre délivre à chaque inspecteur une attestation de nomination revêtue de la signature du ministre ou d'un fac-similé de celle-ci.

**27(3)** L'inspecteur qui exerce les pouvoirs que lui confère la présente loi ou ses règlements produit sur demande son attestation de nomination.

2021, ch. 1, art. 16

**Contrôle d'application****Arrêté pour l'accomplissement de mesures correctives**

**28(1)** S'il estime qu'un établissement agréé n'est pas exploité ou entretenu en conformité avec les dispositions de la présente loi ou de ses règlements ou les conditions du permis, le ministre peut prendre un arrêté qui enjoint à l'exploitant de prendre les mesures correctives y mentionnées pour remédier à tout défaut de conformité.

**28(2)** L'arrêté mentionné au paragraphe (1) est établi par écrit et précise le délai de conformité imparti.

**Arrêté de protection**

2021, ch. 1, art. 17

**28.1(1)** Le ministre peut prendre l'arrêté de protection prévu au présent article si, en application du paragraphe 22(8), l'inspecteur lui fait part de renseignements qui lui donnent des motifs raisonnables de croire :

- a) ou bien qu'un danger imminent menace la santé, la sécurité ou le bien-être d'un enfant qui est bénéficiaire de services dans un établissement agréé;

- (b) the operator has failed to ensure that
- (i) no child receiving services at the licensed facility is subjected to any form of physical punishment or verbal or emotional abuse, or
  - (ii) no child receiving services at the licensed facility is denied physical necessities.
- 28.1(2)** In a protection order, the Minister may
- (a) order the licensee to stop operating the licensed facility until the Minister is satisfied that the order has been complied with,
  - (b) order that the licensee eliminate the danger and take any other measures set out in the order, and
  - (c) suspend the licensee's licence.
- 28.1(3)** A protection order shall
- (a) set out the reasons for the order,
  - (b) state that the licensee is entitled to request that the Minister review the decision, and
  - (c) include any other information prescribed by regulation.
- 28.1(4)** The Minister shall serve a protection order by personal service on the licensee.
- 28.1(5)** The Minister
- (a) shall post a notice of a protection order at the licensed facility, and
  - (b) may provide notice of the protection order to the parents or guardians of the children who receive services at the licensed facility.
- 28.1(6)** No person other than the Minister shall remove a notice posted under paragraph (5)(a), unless the person is authorized to do so by the Minister.
- 28.1(7)** A protection order is effective on the occurrence of the earlier of the following:
- (a) notice of the protection order is posted at the licensed facility; and
- b) ou bien que l'exploitant a manqué à son devoir de veiller à ce qu'aucun enfant qui y est bénéficiaire de services :
- (i) soit ne subisse quelque punition physique ou violence verbale ou psychologique,
  - (ii) soit ne soit privé de ses nécessités physiques.
- 28.1(2)** L'arrêté de protection peut :
- a) ordonner au titulaire de permis de cesser d'exploiter l'établissement agréé jusqu'à ce que le ministre soit convaincu qu'il s'y est conformé;
  - b) lui ordonner d'éliminer le danger et de prendre toute autre mesure qui y est indiquée;
  - c) suspendre le permis.
- 28.1(3)** L'arrêté de protection :
- a) énonce les motifs pour lesquels il est pris;
  - b) indique le droit du titulaire de permis de demander au ministre d'examiner sa décision;
  - c) renferme tout autre renseignement prévu par règlement.
- 28.1(4)** Le ministre effectue la signification à personne de l'arrêté de protection au titulaire de permis.
- 28.1(5)** Le ministre :
- a) affiche un avis de l'arrêté dans l'établissement agréé;
  - b) peut aviser les parents ou les tuteurs des enfants qui y sont bénéficiaires de services de l'arrêté qu'il a pris.
- 28.1(6)** Nul autre que le ministre ne peut enlever un avis affiché en application de l'alinéa (5)a), sauf si ce dernier l'y a autorisé.
- 28.1(7)** L'arrêté de protection prend effet dès que se produit l'une des choses suivantes :
- a) l'avis d'arrêté de protection est affiché dans l'établissement agréé;

(b) the protection order is served on the licensee.

b) l'arrêté de protection est signifié au titulaire de permis.

**28.1(8)** The making of a request to review a decision referred to in subsection (3) does not stay the protection order.

**28.1(8)** La demande d'examen que prévoit le paragraphe (3) ne suspend pas l'exécution de l'arrêté de protection.

**28.1(9)** The Minister may vary or revoke a protection order at any time.

**28.1(9)** Le ministre peut modifier ou annuler l'arrêté de protection n'importe quand.

2021, c.1, s.17

2021, ch. 1, art. 17

### **Court order**

### **Ordonnance de la cour**

2021, c.1, s.17

2021, ch. 1, art. 17

**28.2(1)** If the Minister has reasonable grounds to believe that an individual who provides services in a licensed facility poses an imminent danger to the health, safety or well-being of a child who receives services at that facility or that the individual has subjected a child receiving services at that facility to any form of physical punishment or verbal or emotional abuse or that the individual has denied a child receiving services at that facility physical necessities, the Minister may apply to the court for an order prohibiting the individual from providing services.

**28.2(1)** S'il a des motifs raisonnables de croire qu'une personne en particulier fournissant des services dans un établissement agréé représente un danger imminent pour la santé, la sécurité ou le bien-être d'un enfant qui y est bénéficiaire de services ou qu'elle fait subir quelque punition physique ou violence verbale ou psychologique à un tel enfant ou le prive de ses nécessités physiques, le ministre peut, par voie de requête, demander à la cour de rendre une ordonnance lui interdisant de fournir les services.

**28.2(2)** The Rules of Court apply to an application under subsection (1).

**28.2(2)** Les Règles de procédure s'appliquent à la requête visée au paragraphe (1).

**28.2(3)** On an application under subsection (1), the court may issue an interim order without a hearing if it is satisfied that it is in the public interest to do so.

**28.2(3)** Sur requête présentée en vertu du paragraphe (1), la cour peut, sans tenir d'audience, rendre une ordonnance provisoire si elle est convaincue que l'intérêt public le commande.

**28.2(4)** Any person may apply to the court for an order varying or revoking an order issued under subsection (1).

**28.2(4)** Toute personne peut, par voie de requête, demander à la cour de rendre une ordonnance modifiant ou révoquant celle rendue en vertu du paragraphe (1).

2021, c.1, s.17

2021, ch. 1, art. 17

### **Suspension of grant – designated facility**

### **Suspension d'une subvention – établissement désigné**

2022, c.30, s.1

2022, ch. 30, art. 1

**28.3(1)** If in the opinion of the Minister, an operator of a designated facility fails to comply with a requirement of designation in this Act or the regulations, the Minister may suspend a grant under section 40.011 and the decision to suspend the grant shall include the following information:

**28.3(1)** S'il estime que l'exploitant d'un établissement désigné ne se conforme pas à une exigence de désignation prévue par la présente loi ou ses règlements, le ministre peut suspendre la subvention prévue à l'article 40.011, auquel cas la décision de suspension renferme les renseignements suivants :

(a) the non-compliance that resulted in the suspension of the grant;

a) le défaut de conformité qui a provoqué la suspension de la subvention;

(b) the corrective measures the operator must take to remedy the non-compliance; and

(c) the period within which the operator must remedy the noncompliance, which shall be no more than three months and shall not exceed the term of the licence.

**28.3(2)** If the Minister is satisfied that the operator has taken the required corrective measures, the Minister may reinstate the grant.

**28.3(3)** If an operator fails to take the required corrective measures during the period referred to in paragraph (1)(c), the Minister may revoke the designation and, for the remainder of the term of the licence, the facility will not be a designated facility.

2022, c.30, s.1

### Probationary licence

**29(1)** The Minister may suspend the licence associated with a licensed facility and issue a probationary licence to the operator in the following circumstances:

(a) the Minister is of the opinion the facility is not being operated or maintained in compliance with this Act, the regulations, its licence or a provision of any other Act prescribed by regulation; or

(b) the Minister has reasonable grounds to believe that the operator knowingly made a false statement in an application under section 5 or 11 or in a document or record required to be maintained or filed under this Act or the regulations.

**29(2)** When a probationary licence has been issued in accordance with paragraph (1)(a), in addition to the information required under subsection 6(4), the licence shall indicate the following information:

(a) the non-compliance that resulted in the issuance of the probationary licence;

(b) the measures the operator must take to remedy the non-compliance; and

(c) the time within which the operator must complete the specified measures to remedy the non-compliance.

b) les mesures correctives que doit prendre l'exploitant pour remédier au défaut de conformité;

c) le délai qui lui est imparti pour remédier au défaut de conformité, lequel délai ne doit pas être supérieur à trois mois et ne doit pas dépasser la durée de validité du permis.

**28.3(2)** S'il est convaincu que l'exploitant a pris les mesures correctives exigées, le ministre peut rétablir la subvention.

**28.3(3)** Le ministre peut révoquer la désignation si l'exploitant ne prend pas les mesures correctives exigées dans le délai prévu à l'alinéa (1)c) et, dans ce cas, l'établissement perd sa désignation pour la durée non écoulée du permis.

2022, ch. 30, art. 1

### Permis conditionnel

**29(1)** Le ministre peut suspendre le permis afférent à un établissement agréé et délivrer à l'exploitant un permis conditionnel dans les cas suivants :

a) il est d'avis que l'établissement n'est pas exploité ou entretenu en conformité avec les dispositions de la présente loi ou de ses règlements, les conditions du permis ou une disposition de toute autre loi visée par règlement;

b) des motifs raisonnables lui donnent lieu de croire que l'exploitant a fait sciemment une fausse assertion dans une demande présentée en vertu de l'article 5 ou 11 ou dans un document ou un dossier dont la présente loi ou ses règlements exigent la tenue ou le dépôt.

**29(2)** Le permis conditionnel qui est délivré en conformité avec l'alinéa (1)a) indique, outre ceux qu'exige le paragraphe 6(4), les renseignements suivants :

a) le défaut de conformité qui a provoqué la délivrance du permis conditionnel;

b) les mesures correctives que doit prendre l'exploitant pour remédier au défaut de conformité;

c) le délai imparti à l'exploitant pour remédier au défaut de conformité.

**29(3)** The term of a probationary licence shall be no more than 3 months and shall not exceed the unexpired term of the suspended licence.

**29(4)** At any time during the term of a probationary licence issued in accordance with paragraph (1)(a), if the Minister is satisfied that the operator has taken the measures indicated in that licence within the specified time, the Minister may reinstate the suspended licence for the remainder of the unexpired term of that licence.

**29(5)** If an operator fails to complete the measures indicated in a probationary licence issued in accordance with paragraph (1)(a) within the time specified, or fails to comply with this Act or the regulations, the Minister may do either of the following:

- (a) refuse to reinstate the suspended licence; or
- (b) renew the probationary licence if the Minister is satisfied that the operator's failure to complete the indicated measures within the specified time was due to circumstances beyond the operator's control.

**29(6)** The Minister may renew a probationary licence for only one period of no more than 3 months.

**29(7)** At any time during the term of a probationary licence issued in accordance with paragraph (1)(b), the Minister may do either of the following after an investigation and reasonable inquiry:

- (a) reinstate the suspended licence for the remainder of the unexpired term of that licence; or
- (b) refuse to reinstate the suspended licence.

**29(8)** If the Minister refuses to reinstate a suspended licence under subsection (5) or (7), the probationary licence expires at the end of its term.

2021, c.1, s.18

### **Revocation of licence - grounds**

**30(1)** If a probationary licence expires in accordance with subsection 29(8), the Minister shall revoke the suspended licence.

**30(2)** The Minister may revoke a licence if

**29(3)** La durée maximale du permis conditionnel est de trois mois et ne peut dépasser la durée non écoulée du permis suspendu.

**29(4)** À tout moment avant l'expiration d'un permis conditionnel délivré en conformité avec l'alinéa (1)a), s'il est convaincu que l'exploitant a pris les mesures correctives y indiquées dans le délai imparti, le ministre peut rétablir le permis suspendu pour le reste de la durée non écoulée du permis.

**29(5)** Si l'exploitant ne prend pas les mesures correctives indiquées dans le permis conditionnel délivré en vertu de l'alinéa (1)a) dans le délai imparti ou ne se conforme pas à la présente loi ou à ses règlements, le ministre peut :

- a) soit refuser de rétablir le permis suspendu;
- b) soit renouveler le permis conditionnel s'il est convaincu que le défaut de l'exploitant de prendre les mesures correctives y indiquées dans le délai imparti découlait de circonstances indépendantes de sa volonté.

**29(6)** Le ministre ne peut renouveler un permis conditionnel que pour une durée maximale de trois mois.

**29(7)** À tout moment au cours de la durée du permis conditionnel délivré en conformité avec l'alinéa (1)b), le ministre peut, à la suite d'une investigation et d'une enquête suffisante :

- a) soit rétablir le permis suspendu pour la durée restant à courir de ce même permis;
- b) soit refuser de le rétablir.

**29(8)** Si le ministre refuse de rétablir le permis suspendu en vertu du paragraphe (5) ou (7), le permis conditionnel expire à la fin de sa durée.

2021, ch. 1, art. 18

### **Motifs de révocation d'un permis**

**30(1)** À l'expiration du permis conditionnel conformément au paragraphe 29(8), le ministre révoque le permis suspendu.

**30(2)** Le ministre peut révoquer un permis dans les cas suivants :

- |  |   |
|--|---|
| <p>(a) the licensee has been convicted of an offence</p> <p>(i) under this Act or the regulations, or</p> <p>(ii) under an Act prescribed by regulation or a regulation under that Act; or</p> <p>(b) the Minister is of the opinion that the licensee is no longer complying with New Brunswick Regulation 2018-11 under this Act,</p> <p>(c) the Minister is of the opinion that the licensee</p> <p>(i) has failed to ensure that no child receiving services at the licensed facility is subjected to any form of physical punishment or verbal or emotional abuse, or</p> <p>(ii) has failed to ensure that no child receiving services at the licensed facility is denied physical necessities,</p> <p>(d) the Minister is of the opinion that there is an imminent danger to the health, safety or well-being of a child who is receiving services at the licensed facility,</p> <p>(e) in the case of a suspended licence for which a probationary licence has been issued, the Minister is of the opinion that</p> <p>(i) the licensee has failed to complete the measures indicated in the probationary licence or has failed to do so within the time specified in the probationary licence, or</p> <p>(ii) the licensee has failed to comply with an order requiring that the measures specified in the order be taken to remedy a non-compliance or has failed to do so within the time specified in the order.</p> | <p>a) son titulaire a été déclaré coupable d'une infraction :</p> <p>(i) soit à la présente loi ou à ses règlements,</p> <p>(ii) soit à une loi que prévoient les règlements ou aux règlements pris en vertu de celle-ci;</p> <p>b) il est d'avis que son titulaire ne se conforme plus aux exigences qu'établit le Règlement du Nouveau-Brunswick 2018-11 pris en vertu de la présente loi;</p> <p>c) il est d'avis que son titulaire a :</p> <p>(i) soit manqué à son devoir de veiller à ce qu'aucun enfant qui est bénéficiaire de services dans l'établissement agréé ne subisse quelque punition physique ou violence verbale ou psychologique,</p> <p>(ii) soit manqué à son devoir de veiller à ce qu'aucun enfant qui y est bénéficiaire de services ne soit privé de ses nécessités physiques;</p> <p>d) il est d'avis qu'un danger imminent menace la santé, la sécurité ou le bien-être d'un enfant qui y est bénéficiaire de services;</p> <p>e) s'agissant d'un permis suspendu et remplacé par un permis conditionnel, il est d'avis que son titulaire :</p> <p>(i) ne prend pas les mesures correctives indiquées dans le permis conditionnel ou ne les prend pas dans le délai imparti,</p> <p>(ii) ne se conforme pas aux arrêtés pour l'accomplissement de mesures correctives ou ne s'y conforme pas dans le délai imparti.</p> |
|--|---|

2021, c.1, s.19

### Revocation of licence - procedure

**31(1)** The revocation of a licence is effective as follows:

- (a) immediately on the Minister posting notice of the revocation at the facility if the Minister is of the opinion that there is an imminent danger to the health, safety or well-being of a child; or

### Procédure de révocation d'un permis

**31(1)** La révocation d'un permis prend effet :

- a) dès que le ministre affiche dans l'établissement un avis de révocation, s'il estime qu'un danger imminent menace la santé, la sécurité ou le bien-être d'un enfant;



(b) on the fifteenth day following the day the Minister serves notice of the revocation on the licensee.

**31(2)** Immediately on making a determination to revoke a licence, the Minister shall serve written notice of the revocation on the licensee.

**31(3)** A notice of revocation shall indicate the following information:

- (a) the reason for the revocation; and
- (b) the effective date of the revocation.

**31(4)** A notice of revocation may be served on a licensee by any of the following methods:

- (a) by personal service;
- (b) by ordinary mail to the licensee's last address known to the Minister;
- (c) by fax to the licensee's last fax number known to the Minister; or
- (d) by e-mail to the licensee's last e-mail address known to the Minister.

**31(5)** The Minister shall post a notice of revocation in a clearly visible and prominent place on the premises where the facility is operated.

**31(6)** The Minister shall provide a copy of the notice of revocation to the parent or guardian of each child that receives services at the facility.

#### **General duty to notify**

**32(1)** If the Minister refuses to issue or renew a licence or acts under section 28, 28.3 or 29, the Minister shall provide written notice of the Minister's decision to the applicant or the licensee, as the case may be.

**32(2)** A notice under subsection (1) shall indicate the following information:

- (a) the decision made by the Minister;
- (b) the reasons for the decision; and

b) le quinzième jour suivant la date à laquelle le ministre signifie au titulaire de permis un avis de révocation.

**31(2)** Dès qu'il a décidé de révoquer un permis, le ministre signifie au titulaire de permis un avis écrit de révocation.

**31(3)** L'avis de révocation indique :

- a) le motif de la révocation;
- b) la date de prise d'effet de la révocation.

**31(4)** La signification au titulaire de permis de l'avis de révocation se fait de l'une des façons suivantes :

- a) par signification à personne;
- b) par courrier ordinaire à la dernière adresse du titulaire de permis connue du ministre;
- c) par télécopie au dernier numéro de télécopieur du titulaire de permis connu du ministre;
- d) par transmission électronique à la dernière adresse de courriel du titulaire de permis connue du ministre.

**31(5)** Le ministre affiche un avis de révocation dans un endroit clairement visible et bien en vue sur le lieu d'exploitation de l'établissement.

**31(6)** Le ministre fournit copie de l'avis de révocation au parent ou tuteur de chaque enfant qui est bénéficiaire de services dans l'établissement.

#### **Obligation générale d'aviser**

**32(1)** S'il refuse de délivrer ou de renouveler un permis ou agit en vertu de l'article 28, 28.3 ou 29, le ministre donne un avis écrit de sa décision à l'auteur de la demande de permis ou au titulaire de permis, le cas échéant.

**32(2)** L'avis prévu au paragraphe (1) indique :

- a) la décision du ministre;
- b) les motifs de la décision;

(c) the right of the applicant or the licensee to have the decision reviewed by the Minister.

**32(3)** A notice under subsection (1) shall be provided to the applicant or the licensee by any of the following methods:

(a) by ordinary mail to the applicant's or licensee's last address known to the Minister;

(b) by fax to the applicant's or licensee's last fax number known to the Minister; or

(c) by e-mail to the applicant's or licensee's last e-mail address known to the Minister.

**32(4)** The Minister may post a notice under this section in a clearly visible and prominent place on the premises where the facility is operated.

2022, c.30, s.1

### Review of decisions

#### Persons entitled to review

**33(1)** A person may request that the Minister review a decision to revoke a licence under any of the following provisions:

(a) paragraph 30(2)(b), in the case of a revocation for failing to comply with subsection 49(2) of New Brunswick Regulation 2018-11 under this Act;

(b) subparagraph 30(2)(c)(i) or (ii); and

(c) paragraph 30(2)(d).

**33(2)** A licensee may request that the Minister review the following decisions:

(a) a decision to issue a probationary licence under section 29;

(b) a decision to refuse to reinstate a suspended licence under subsection 29(5) or (7);

(c) a decision to suspend a grant under subsection 28.3(1); and

c) le droit de l'auteur de la demande de permis ou du titulaire de permis de demander que le ministre examine sa décision.

**32(3)** L'avis prévu au paragraphe (1) est fourni à l'auteur de la demande de permis ou au titulaire de permis de l'une des façons suivantes :

a) par courrier ordinaire à la dernière adresse de l'auteur de la demande de permis ou du titulaire de permis connue du ministre;

b) par télécopie au dernier numéro de télécopieur de l'auteur de la demande de permis ou du titulaire de permis connu du ministre;

c) par transmission électronique à la dernière adresse de courriel de l'auteur de la demande de permis ou du titulaire de permis connue du ministre.

**32(4)** Le ministre peut afficher l'avis prévu au présent article dans un endroit clairement visible et bien en vue sur le lieu d'exploitation d'un établissement.

2022, ch. 30, art. 1

### Examen des décisions

#### Personnes ayant droit à un examen

**33(1)** Toute personne peut demander au ministre d'examiner sa décision de révoquer un permis prise en vertu de l'une des dispositions qui suivent :

a) l'alinéa 30(2)b), s'il s'agit d'une révocation de permis pour avoir omis de conformer au paragraphe 49(2) du Règlement du Nouveau-Brunswick 2018-11 pris en vertu de la présente loi;

b) le sous-alinéa 30(2)c)(i) ou (ii);

c) l'alinéa 30(2)d).

**33(2)** Le titulaire d'un permis peut demander au ministre d'examiner l'une des décisions ci-dessous qu'il a prises :

a) la décision de délivrer un permis conditionnel en vertu de l'article 29;

b) la décision de refuser de rétablir un permis suspendu en vertu du paragraphe 29(5) ou (7);

c) la décision de suspendre une subvention prise en vertu du paragraphe 28.3(1);

(d) a decision to revoke a designation under subsection 28.3(3).

2021, c.1, s.20; 2022, c.30, s.1

### **Request for review**

**34** A request for a review under section 33 shall be submitted to the Minister in writing and shall be made within 10 days after the person is provided with notice of the Minister's decision.

### **Decision stayed**

**35** A request for a review under paragraph 33(2)(a) or (b) stays the decision under review.

2021, c.1, s.21

### **Review of decision**

**36(1)** On request, the Minister shall review a decision of the Minister and, on completion of the review, may do any of the following:

- (a) confirm the decision;
- (b) vary the decision; or
- (c) rescind the decision.

**36(2)** Before the Minister completes the review of a decision, the person who requested the review is entitled to make oral or written representations to the Minister.

**36(3)** The Minister shall complete the review of a decision within 15 days after the request for the review is received by the Minister.

### **Unlicensed early learning and childcare facilities**

#### **Investigation of unlicensed facility**

**37(1)** Subject to subsection (2), if an inspector has reasonable and probable grounds to believe that a person is operating a facility without a licence in circumstances in which a licence is required, the inspector may

- (a) at any reasonable hour enter the premises from which the facility is operating for the purpose of conducting an investigation, and
- (b) examine any record or document relevant to the investigation.

d) la décision de révoquer une désignation prise en vertu du paragraphe 28.3(3).

2021, ch. 1, art. 20; 2022, ch. 30, art. 1

### **Demande d'examen**

**34** La demande d'examen que prévoit l'article 33 est présentée par écrit au ministre dans les dix jours de la réception de l'avis de la décision du ministre.

### **Décision suspendue**

**35** La demande d'examen que prévoit l'alinéa 33(2)a) ou b) suspend la décision qui fait l'objet de l'examen.

2021, ch. 1, art. 21

### **Examen d'une décision**

**36(1)** Sur demande, le ministre procède à l'examen d'une décision qu'il a prise et, l'examen terminé, il peut :

- a) la confirmer;
- b) la modifier;
- c) l'annuler.

**36(2)** Avant que le ministre ne termine l'examen d'une décision, la personne qui a présenté la demande d'examen a le droit de lui fournir des observations orales ou écrites.

**36(3)** Le ministre achève l'examen d'une décision dans les quinze jours de la réception de la demande d'examen.

### **Établissements de garderie éducative non agréés**

#### **Enquête visant un établissement non agréé**

**37(1)** Sous réserve du paragraphe (2), si des motifs raisonnables lui donnent lieu de croire qu'une personne exploite sans permis un établissement dans des cas où un permis est exigé, l'inspecteur peut :

- a) pénétrer à toute heure convenable dans le lieu d'exploitation de l'établissement afin d'y mener une enquête;
- b) examiner tout dossier ou document pertinent par rapport à l'enquête.

**37(2)** An inspector may enter premises for the purposes of subsection (1) in one of the following circumstances:

- (a) the inspector is acting in an emergency situation;
- (b) the inspector is entering with the consent of a person who appears to be an adult and in charge of the premises; or
- (c) the inspector has obtained an entry warrant under the *Entry Warrants Act*.

**37(3)** Before or after attempting to enter premises under subsection (1), an inspector may apply for an entry warrant under the *Entry Warrants Act*.

**37(4)** An inspector acting under this section may request the assistance of a peace officer.

**37(5)** Subsections 22(4) to (6) and sections 24 and 25 apply with the necessary modifications to an investigation under this section.

### **Obstruction**

**38(1)** No person shall obstruct or interfere with an inspector who is carrying out or attempting to carry out an investigation under section 37.

**38(2)** A person is not interfering with or obstructing an inspector if the person refuses to consent to the inspector entering the premises unless an entry warrant has been obtained or the inspector is acting in an emergency situation.

### **Order to cease operations**

**39(1)** After an investigation has been conducted under section 37, if the Minister is satisfied that a person is operating a facility without a licence in circumstances in which a licence is required, the Minister may order the person in writing to cease operating the facility.

**39(2)** The Minister shall serve an order under subsection (1) by personal service on the person to whom it is directed.

**39(3)** If the person to whom an order is directed under subsection (1) fails to comply with the order, the Minister may apply to The Court of King's Bench of New Brunswick for an order directing that person to cease operating the facility.

**37(2)** L'inspecteur ne peut pénétrer dans le lieu aux fins d'application du paragraphe (1) que dans l'un des cas suivants :

- a) il agit dans une situation d'urgence;
- b) il obtient le consentement d'une personne qui semble être un adulte et être chargée de la responsabilité du lieu;
- c) il obtient un mandat d'entrée en vertu de la *Loi sur les mandats d'entrée*.

**37(3)** Avant d'avoir tenté d'entrer dans le lieu visé au paragraphe (1) ou après, l'inspecteur peut présenter une demande de mandat d'entrée en vertu de la *Loi sur les mandats d'entrée*.

**37(4)** L'inspecteur qui agit en vertu du présent article peut requérir l'assistance d'un agent de la paix.

**37(5)** Les paragraphes 22(4) à (6) et les articles 24 et 25 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à une enquête menée en vertu du présent article.

### **Entrave à l'inspecteur**

**38(1)** Il est interdit d'entraver ou de gêner le travail d'un inspecteur qui procède ou qui tente de procéder à une enquête en vertu de l'article 37.

**38(2)** Une personne n'entrave ni ne gêne le travail d'un inspecteur lorsqu'elle lui refuse l'accès au lieu, sauf si un mandat d'entrée a été obtenu ou que l'inspecteur agit dans une situation d'urgence.

### **Arrêté de cessation de l'exploitation**

**39(1)** S'il est convaincu, après une enquête menée en vertu de l'article 37, qu'une personne exploite sans permis un établissement dans des cas qui exigent l'obtention d'un permis, le ministre peut par arrêté écrit lui enjoindre de cesser d'exploiter l'établissement.

**39(2)** Le ministre effectue la signification à personne de l'arrêté pris en vertu du paragraphe (1) à la personne qu'il vise.

**39(3)** Si la personne visée par un arrêté pris en vertu du paragraphe (1) fait défaut d'y obtempérer, le ministre peut solliciter de la Cour du Banc du Roi du Nouveau-Brunswick une ordonnance lui enjoignant de cesser d'exploiter l'établissement.

**39(4)** The Rules of Court apply to an application under subsection (3).

**39(5)** On application under subsection (3), if the court is satisfied that a person is operating a facility without a licence in circumstances in which a licence is required, the court may make an order directing the person to cease operating the facility.

2023, c.17, s.61

### **Interim permit**

**40(1)** Despite any other provision of this Act or the regulations, the Minister may issue an interim permit to the operator of an unlicensed facility that fulfils the following conditions:

- (a) the operator has applied to the Minister for a licence;
- (b) the operator, the facility's premises or the services provided at the facility do not comply with all the requirements of this Act and the regulations;
- (c) the operator, the facility's premises and the services provided at the facility meet the requirements prescribed by regulation for receipt of an interim permit; and
- (d) the Minister is satisfied that the operator, the facility's premises and the services provided at the facility will comply with the requirements of this Act and the regulations within 6 months after the permit is issued.

**40(2)** On issuing an interim permit, the Minister may impose on the permit any term or condition prescribed by regulation.

**40(3)** The term of an interim permit shall be no more than 6 months and it may not be renewed.

**40(4)** At any time during the term of an interim permit, if the Minister is satisfied that the operator complies with this Act and the regulations, the Minister may issue a licence to the operator under section 6.

**40(5)** If a licence is not issued in accordance with subsection (4), an interim permit expires at the end of the term of the permit.

**39(4)** Les Règles de procédure s'appliquent à la requête visée au paragraphe (3).

**39(5)** Sur requête présentée en vertu du paragraphe (3), si elle est convaincue qu'une personne exploite un établissement sans permis dans des cas qui exigent l'obtention d'un permis, la cour peut lui enjoindre de cesser d'exploiter l'établissement.

2023, ch. 17, art. 61

### **Permis provisoire**

**40(1)** Malgré toute autre disposition de la présente loi ou toute disposition de ses règlements, le ministre peut délivrer un permis provisoire à l'exploitant d'un établissement non agréé qui remplit les conditions suivantes :

- a) l'exploitant lui a présenté une demande de permis;
- b) l'exploitant, le lieu d'exploitation de l'établissement et les services fournis dans l'établissement ne satisfont pas aux exigences de la présente loi et de ses règlements;
- c) l'exploitant, le lieu d'exploitation de l'établissement et les services fournis dans l'établissement satisfont aux exigences réglementaires relatives à l'obtention d'un permis provisoire;
- d) il est convaincu que l'exploitant, le lieu d'exploitation de l'établissement et les services fournis dans l'établissement satisferont aux exigences de la présente loi et de ses règlements dans les six mois de la délivrance du permis provisoire.

**40(2)** Lorsqu'il délivre un permis provisoire, le ministre peut l'assortir de conditions réglementaires.

**40(3)** Le permis provisoire est valide pour une durée maximale de six mois et ne peut être renouvelé.

**40(4)** À tout moment au cours de la durée d'un permis provisoire, s'il est convaincu que l'exploitant se conforme à la présente loi et à ses règlements, le ministre peut lui délivrer un permis en vertu de l'article 6.

**40(5)** Si un permis n'est pas délivré en conformité avec le paragraphe (4), le permis provisoire expire à la fin de sa durée.

**40(6)** The following provisions of the Act apply with the necessary modifications to an interim permit or the holder of an interim permit, as the case may be:

- (a) subsection 6(4); and
- (b) sections 8, 21, 22, 23, 24, 26 and 28.

2013, c.41, s.9

### **PART 2.1 CHILDCARE GRANTS**

2022, c.30, s.1

#### **Non-application of Part**

2022, c.30, s.1

**40.01** This Part does not apply to programs.

2022, c.30, s.1

#### **Provision of grants**

2022, c.30, s.1

**40.011(1)** The Minister may, on application or on the Minister's own initiative, provide grants to an operator of a licensed facility for the purpose of aiding and encouraging

- (a) the establishment, operation and maintenance of the facility,
- (b) improvement of the quality of services at the facility,
- (c) the availability of services at the facility, or
- (d) the development and implementation of initiatives and services that promote the purposes of this Act.

**40.011(2)** The Minister may impose any terms and conditions that the Minister considers appropriate on the grant.

**40.011(3)** The type and amount of a grant may vary depending on the class of a facility and whether it is or is not a designated facility.

**40(6)** Les dispositions ci-dessous de la présente loi s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à un permis provisoire ou au titulaire d'un permis provisoire, le cas échéant :

- a) le paragraphe 6(4);
- b) les articles 8, 21, 22, 23, 24, 26 et 28.

2013, ch. 41, art. 9

### **PARTIE 2.1 SUBVENTIONS DE GARDERIE**

2022, ch. 30, art. 1

#### **Non-application de la présente partie**

2022, ch. 30, art. 1

**40.01** La présente partie ne s'applique pas aux programmes.

2022, ch. 30, art. 1

#### **Octroi de subventions**

2022, ch. 30, art. 1

**40.011(1)** Le ministre peut, sur demande ou de sa propre initiative, octroyer des subventions à l'exploitant d'un établissement agréé dans le but de faciliter et de favoriser :

- a) la mise sur pied, l'exploitation et l'entretien de l'établissement;
- b) l'amélioration de la qualité des services qui y sont offerts;
- c) la disponibilité de services dans l'établissement;
- d) l'élaboration et la mise en œuvre d'initiatives et de services favorisant la réalisation de l'objet de la présente loi.

**40.011(2)** Le ministre peut imposer à l'égard de la subvention toute modalité et toute condition qu'il estime appropriée.

**40.011(3)** Le type et le montant de la subvention peuvent varier selon la classe de l'établissement et selon qu'il s'agit ou non d'un établissement désigné.

**40.011(4)** The Minister may, in the circumstances that the Minister considers appropriate, provide a grant on a temporary or one-time basis.

**40.011(5)** The Minister may only provide a grant to an operator who operates or maintains its licensed facility in compliance with this Act, the regulations and its licence.

2022, c.30, s.1

### **Application for grant**

2022, c.30, s.1

**40.02(1)** An operator may apply to the Minister on a form provided by the Minister for a grant.

**40.02(2)** An application shall be accompanied by the documents that the Minister requires.

**40.02(3)** The Minister shall provide written notice to the operator of the Minister's decision with respect to a grant and, if the Minister decides to provide the grant, the amount of the grant, the period during which it will be paid and any term or condition imposed on the grant.

**40.02(4)** The Minister is not required to give reasons for refusing to provide a grant.

2022, c.30, s.1

### **Financial and other records**

2022, c.30, s.1

**40.021(1)** An operator who receives a grant shall maintain the financial and other records that are prescribed by regulation.

**40.021(2)** The Minister may require the operator to produce for examination any record that is required to be maintained under this section.

**40.021(3)** After examining the financial records under subsection (2), the Minister may require the operator to submit audited financial statements to the Minister within the time specified by the Minister.

2022, c.30, s.1

**40.011(4)** Le ministre peut octroyer une subvention temporaire ou ponctuelle dans les circonstances qu'il estime appropriées.

**40.011(5)** Le ministre ne peut accorder de subvention qu'à l'exploitant qui exploite ou entretient son établissement agréé en conformité avec la présente loi et ses règlements ainsi que son permis.

2022, ch. 30, art. 1

### **Demande de subvention**

2022, ch. 30, art. 1

**40.02(1)** L'exploitant qui souhaite obtenir une subvention présente sa demande au ministre au moyen de la formule que fournit celui-ci.

**40.02(2)** La demande s'accompagne des documents qu'exige le ministre.

**40.02(3)** Le ministre avise par écrit l'exploitant de sa décision concernant la demande de subvention et, s'il décide de l'octroyer, du montant accordé, de la période pendant laquelle celle-ci sera versée et de toute modalité ou condition qui est imposée à son octroi.

**40.02(4)** Le ministre n'est pas tenu de motiver son refus de donner suite à une demande de subvention.

2022, ch. 30, art. 1

### **Documents financiers et autres dossiers**

2022, ch. 30, art. 1

**40.021(1)** L'exploitant qui reçoit une subvention tient les documents financiers et autres dossiers prescrits par règlement.

**40.021(2)** Le ministre peut exiger de l'exploitant qu'il produise pour examen tout dossier dont le présent article exige la tenue.

**40.021(3)** Après avoir examiné les documents financiers en vertu du paragraphe (2), le ministre peut exiger de l'exploitant que celui-ci soumette à son examen ses états financiers vérifiés dans le délai qu'il lui impartit.

2022, ch. 30, art. 1

**Discontinue, suspend, vary, cancel or terminate grant**

2022, c.30, s.1

**40.03(1)** The Minister may, on written notice to the operator, discontinue, suspend, vary, cancel or terminate a grant if the Minister is satisfied that the operator

- (a) ceases to be eligible for the grant,
- (b) has knowingly made a false statement in the application for the grant or the accompanying documents or in any other record or document required to be filed or maintained under this Act or the regulations, or
- (c) has violated or failed to comply with a term or condition of the grant or a requirement or provision of this Act or the regulations.

**40.03(2)** This section and sections 40.06 to 40.08 do not apply to a decision to suspend a grant under subsection 28.3(1).

2022, c.30, s.1

**Collection, use and disclosure of personal information - grants**

2022, c.30, s.1

**40.04(1)** The Minister may collect and use the personal information of staff members of a licensed facility for the purpose of determining whether to provide a grant.

**40.04(2)** The Minister may collect the personal information referred to in subsection (1) indirectly from an operator in a form referred to in subsection 40.02(1) or in a record produced for examination under subsection 40.21(2).

**40.04(3)** The Minister may disclose the personal information referred to in subsection (1) to an operator for the purpose of providing a grant.

2022, c.30, s.1

**Interruption, suspension, changement, annulation ou fin d'une subvention**

2022, ch. 30, art. 1

**40.03(1)** Le ministre peut, sur avis écrit à l'exploitant, interrompre, suspendre, changer ou annuler une subvention ou encore y mettre fin s'il est convaincu que ce dernier :

- a) ou bien cesse d'être admissible à la recevoir;
- b) ou bien a fait sciemment une fausse assertion dans sa demande de subvention, dans les documents qui l'accompagnaient ou dans tout autre dossier ou document dont le dépôt ou la tenue est exigé en application de la présente loi ou de ses règlements;
- c) ou bien a enfreint une modalité ou une condition imposée à l'égard de la subvention ou une exigence ou disposition de la présente loi ou de ses règlements ou a omis de s'y conformer.

**40.03(2)** Le présent article et les articles 40.06 à 40.08 ne s'appliquent pas à une décision de suspendre une subvention en vertu du paragraphe 28.3(1).

2022, ch. 30, art. 1

**Collecte, utilisation et communication de renseignements personnels – subventions**

2022, ch. 30, art. 1

**40.04(1)** Le ministre peut recueillir et utiliser les renseignements personnels des membres du personnel d'un établissement agréé afin de déterminer s'il y a lieu d'octroyer une subvention.

**40.04(2)** Le ministre peut recueillir les renseignements personnels mentionnés au paragraphe (1) indirectement auprès de l'exploitant au moyen de la formule mentionnée au paragraphe 40.02(1) ou du dossier produit pour examen en application du paragraphe 40.21(2).

**40.04(3)** Le ministre peut communiquer les renseignements personnels mentionnés au paragraphe (1) à un exploitant aux fins de l'octroi d'une subvention.

2022, ch. 30, art. 1



**Repayment of grant**

2022, c.30, s.1

**40.05(1)** If an operator has received a grant or a portion of a grant for which the operator ceases to be eligible, the Minister may require the operator to repay all or a portion of the grant.

**40.05(2)** Sections 52 and 53 apply with the necessary modifications to the repayment of all or a portion of a grant.

2022, c.30, s.1

**Operator entitled to review**

2022, c.30, s.1

**40.06** An operator may request that the Minister review a decision made under subsection 40.02(3) or 40.03(1).

2022, c.30, s.1

**Request for review**

2022, c.30, s.1

**40.07** A request for a review under section 40.06 shall be submitted to the Minister in writing and shall be made within 10 days after the operator is provided with notice of the Minister's decision.

2022, c.30, s.1

**Review of decision**

2022, c.30, s.1

**40.08(1)** On request, the Minister shall review a decision made under subsection 40.02(3) or 40.03(1) and, on completion of the review, may do any of the following:

- (a) confirm the decision;
- (b) vary the decision; or
- (c) rescind the decision.

**40.08(2)** The Minister shall, within 30 days after the Minister receives the request for review, provide written notice to the operator of the Minister's decision to confirm, vary or rescind the decision.

2022, c.30, s.1

**Remboursement d'une subvention**

2022, ch. 30, art. 1

**40.05(1)** Si l'exploitant a reçu une subvention ou une partie d'une subvention à laquelle celui-ci n'est plus admissible, le ministre peut exiger le remboursement de tout ou partie de la subvention.

**40.05(2)** Les articles 52 et 53 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, au remboursement de tout ou partie d'une subvention.

2022, ch. 30, art. 1

**Droit à un examen – exploitant**

2022, ch. 30, art. 1

**40.06** L'exploitant peut demander au ministre d'examiner une décision prise en vertu du paragraphe 40.02(3) ou 40.03(1).

2022, ch. 30, art. 1

**Demande d'examen**

2022, ch. 30, art. 1

**40.07** La demande d'examen que prévoit l'article 40.06 est présentée par écrit au ministre dans les dix jours de la réception de l'avis de la décision du ministre.

2022, ch. 30, art. 1

**Examen d'une décision**

2022, ch. 30, art. 1

**40.08(1)** Sur demande, le ministre procède à l'examen de la décision qu'il a prise en vertu du paragraphe 40.02(3) ou 40.03(1) et, l'examen terminé, il peut :

- a) la confirmer;
- b) la modifier;
- c) l'annuler.

**40.08(2)** Le ministre avise par écrit l'exploitant de sa décision de confirmer, de modifier ou d'annuler sa décision dans les trente jours de la réception de la demande d'examen.

2022, ch. 30, art. 1

**Notice**

2022, c.30, s.1

**40.09** A notice under subsections 40.02(3), 40.03(1) and 40.08(2) shall be provided to the operator by any of the following methods:

- (a) by ordinary mail to the operator's last address known to the Minister;
- (b) by fax to the operator's last fax number known to the Minister; or
- (c) by e-mail to the operator's last e-mail address known to the Minister.

2022, c.30, s.1

**Avis**

2022, ch. 30, art. 1

**40.09** L'avis prévu aux paragraphes 40.02(3), 40.03(1) et 40.08(2) est fourni à l'exploitant de l'une des façons suivantes :

- a) par courrier ordinaire à sa dernière adresse connue du ministre;
- b) par télécopie à son dernier numéro de télécopieur connu du ministre;
- c) par transmission électronique à sa dernière adresse de courriel connue du ministre.

2022, ch. 30, art. 1

**PART 3**

**CHILDCARE GRANTS**

Repealed: 2012, c.13, s.2

2012, c.13, s.2

**Non-application of Part**

Repealed: 2012, c.13, s.2

2012, c.13, s.2; 2012, c.22, s.8

**40.1** Repealed: 2012, c.13, s.2

2012, c.13, s.2; 2012, c.22, s.8

**Provision of grants**

Repealed: 2012, c.13, s.2

2012, c.13, s.2

**41** Repealed: 2012, c.13, s.2

2012, c.13, s.2; 2012, c.22, s.9

**Application for grant**

Repealed: 2012, c.13, s.2

2012, c.13, s.2

**42** Repealed: 2012, c.13, s.2

2012, c.13, s.2

**PARTIE 3**

**SUBVENTIONS DE GARDERIE**

Abrogé : 2012, ch. 13, art. 2

2012, ch. 13, art. 2

**Non-application de la présente partie**

Abrogé : 2012, ch. 13, art. 2

2012, ch. 13, art. 2; 2012, ch. 22, art. 8

**40.1** Abrogé : 2012, ch. 13, art. 2

2012, ch. 13, art. 2; 2012, ch. 22, art. 8

**Octroi de subventions**

Abrogé : 2012, ch. 13, art. 2

2012, ch. 13, art. 2

**41** Abrogé : 2012, ch. 13, art. 2

2012, ch. 13, art. 2; 2012, ch. 22, art. 9

**Demande de subvention**

Abrogé : 2012, ch. 13, art. 2

2012, ch. 13, art. 2

**42** Abrogé : 2012, ch. 13, art. 2

2012, ch. 13, art. 2

**Financial and other records**

Repealed: 2012, c.13, s.2  
2012, c.13, s.2

**43** Repealed: 2012, c.13, s.2  
2012, c.13, s.2

**Collection, use and disclosure of personal information – grants**

Repealed: 2012, c.13, s.2  
2012, c.13, s.2; 2021, c.1, s.22

**43.1** Repealed: 2012, c.13, s.2  
2012, c.13, s.2; 2021, c.1, s.22

**Repayment of grant**

Repealed: 2012, c.13, s.2  
2012, c.13, s.2

**44** Repealed: 2012, c.13, s.2  
2012, c.13, s.2

**PART 4****CHILDCARE SUBSIDIES****Definitions**

**45** The following definitions apply in this Part.

“assistance” means financial assistance provided to a parent in accordance with section 46. (*assistance*)

“parent” means a person who has parenting time or decision-making responsibility, as those terms are defined in the *Family Law Act*, in respect to a child. (*parent*)

2022, c.30, s.1

**Provision of assistance**

**46(1)** The Minister may provide financial assistance to an eligible parent for services provided at a licensed facility, a facility that is subject to an interim permit or a designated facility.

**46(2)** The Minister shall provide assistance in accordance with the regulations.

**Documents financiers et autres dossiers**

Abrogé : 2012, ch. 13, art. 2  
2012, ch. 13, art. 2

**43** Abrogé : 2012, ch. 13, art. 2  
2012, ch. 13, art. 2

**Collecte, utilisation et communication de renseignements personnels – subventions**

Abrogé : 2012, ch. 13, art. 2  
2012, ch. 13, art. 2; 2021, ch. 1, art. 22

**43.1** Abrogé : 2012, ch. 13, art. 2  
2012, ch. 13, art. 2; 2021, ch. 1, art. 22

**Remboursement d’une subvention**

Abrogé : 2012, ch. 13, art. 2  
2012, ch. 13, art. 2

**44** Abrogé : 2012, ch. 13, art. 2  
2012, ch. 13, art. 2

**PARTIE 4****PRESTATIONS DE GARDERIE****Définitions**

**45** Les définitions qui suivent s’appliquent à la présente partie.

« assistance » Assistance financière fournie à un parent en conformité avec l’article 46. (*assistance*)

« parent » Personne qui a du temps parental et des responsabilités décisionnelles selon la définition que donne de ces termes la *Loi sur le droit de la famille* à l’égard d’un enfant. (*parent*)

2022, ch. 30, art. 1

**Fourniture de l’assistance**

**46(1)** Le ministre peut fournir une assistance financière à un parent qui y est admissible pour les services offerts dans un établissement agréé, dans un établissement assujéti à un permis provisoire ou dans un établissement désigné.

**46(2)** Le ministre fournit de l’assistance en conformité avec les règlements.

**46(3)** A parent's eligibility to receive assistance shall be determined in accordance with the regulations.

**46(4)** Despite subsection (1), the Minister may provide assistance to an eligible parent for services provided by an individual who operates a facility described in subsection 4(2) if the parent is unable to access a suitable space for their child in a licensed facility or a facility that is subject to an interim permit.

2013, c.41, s.10; 2021, c.1, s.23; 2022, c.30, s.1

### **Application for assistance**

**47(1)** An application for assistance shall be made on a form provided by the Minister and shall be accompanied by the documents prescribed by regulation.

**47(2)** Subject to section 48.1, the Minister may collect and use the personal information of an individual, except for the individual's Medicare number, for the purpose of establishing a parent's eligibility for assistance.

**47(3)** In a form referred to in subsection (1), the Minister may collect personal information either directly from the individual to whom the information relates or indirectly from another person.

**47(4)** The Minister may disclose the personal information collected under subsection (2) to an operator of a licensed facility, to an operator of a facility that is subject to an interim permit, or to a person who operates a facility described in subsection 4(2), for the purpose of providing assistance to a parent.

2021, c.1, s.24

### **Deemed compliance**

**48** A parent who applies for or, directly or indirectly, receives assistance is deemed to have agreed to comply with the requirements, terms and conditions that are imposed respecting the receipt of that assistance under this Act and the regulations, in so far as they apply to that parent.

**46(3)** L'admissibilité d'un parent à recevoir de l'assistance est établie en conformité avec les règlements.

**46(4)** Malgré le paragraphe (1), le ministre peut fournir de l'assistance à un parent qui y est admissible pour des services fournis par une personne qui exploite un établissement mentionné au paragraphe 4(2), si le parent ne peut avoir accès à un espace convenable pour son enfant dans un établissement agréé ou dans un établissement assujéti à un permis provisoire.

2013, ch. 41, art. 10; 2021, ch. 1, art. 23; 2022, ch. 30, art. 1

### **Demande d'assistance**

**47(1)** La demande d'assistance est présentée au moyen de la formule que fournit le ministre et s'accompagne des documents précisés par règlement.

**47(2)** Sous réserve de l'article 48.1, le ministre peut recueillir et utiliser les renseignements personnels d'une personne physique, à l'exception du numéro d'assurance-maladie, afin de vérifier l'admissibilité d'un parent à recevoir de l'assistance.

**47(3)** Le ministre peut, au moyen de la formule mentionnée au paragraphe (1), recueillir les renseignements personnels d'une personne physique directement auprès d'elle ou indirectement auprès d'une autre personne.

**47(4)** Le ministre peut, afin de fournir de l'assistance à un parent, communiquer les renseignements personnels recueillis en vertu du paragraphe (2) à l'exploitant d'un établissement agréé, à l'exploitant d'un établissement assujéti à un permis provisoire ou à la personne qui exploite un établissement mentionné au paragraphe 4(2).

2021, ch. 1, art. 24

### **Présomption de conformité**

**48** Le parent qui présente une demande d'assistance ou qui, même indirectement, reçoit de l'assistance est réputé avoir accepté de se conformer à toutes les exigences et à toutes les conditions à remplir pour pouvoir recevoir cette assistance en vertu de la présente loi et de ses règlements dans la mesure où elles s'appliquent à ce parent.

### Collection, use and disclosure of social insurance number to determine eligibility for assistance

2017, c.64, s.2

**48.1(1)** For the purposes of this Part, the Minister may enter into agreements with the Canada Revenue Agency to collect, use or disclose tax information, including personal information, to establish eligibility for assistance under section 46.

**48.1(2)** The Minister may seek the consent of a parent applying for assistance under section 47 and, if applicable, of the parent's spouse or the person with whom the parent cohabits as a spouse, to collect, use and disclose their social insurance numbers, if the collection, use and disclosure is required to collect tax information from the Canada Revenue Agency about the parent's income and the spouse's or other person's income for the purposes of establishing the parent's eligibility for assistance under section 46.

**48.1(3)** The Minister may disclose the social insurance number of a parent, spouse or other person referred to in subsection (2), who has provided consent, to the Canada Revenue Agency in order to collect tax information about the parent's income and the spouse's or other person's income for the purposes of establishing the parent's eligibility for assistance under section 46.

**48.1(4)** The Minister may disclose a social insurance number to the Canada Revenue Agency electronically under the authority of this section.

**48.1(5)** If this section is inconsistent with or in conflict with a provision of the *Right to Information and Protection of Privacy Act*, this section prevails.

2017, c.64, s.2; 2019, c.18, s.9; 2021, c.1, s.25

### Payment to facility

**49(1)** When the Minister provides assistance to a parent, the Minister may make payments directly to the operator of a facility on behalf of the parent.

**49(2)** An operator that is paid assistance under subsection (1) shall maintain the records and documents that are prescribed by regulation.

### Collecte, utilisation et communication du numéro d'assurance sociale pour établir l'admissibilité à l'assistance

2017, ch. 64, art. 2

**48.1(1)** Pour l'application de la présente partie, le ministre peut conclure des accords avec l'Agence du revenu du Canada en vue de recueillir, d'utiliser ou de communiquer des renseignements fiscaux, y compris des renseignements personnels, dans le but d'établir l'admissibilité à l'assistance que prévoit l'article 46.

**48.1(2)** Le ministre peut demander le consentement du parent qui présente la demande d'assistance que prévoit l'article 47 et, s'il y a lieu, celui de son conjoint ou de la personne avec laquelle il cohabite en qualité de conjoint afin de recueillir, d'utiliser et de communiquer leur numéro d'assurance sociale s'il est nécessaire pour recueillir de l'Agence du revenu du Canada des renseignements fiscaux sur leur revenu dans le but d'établir l'admissibilité du parent à l'assistance que prévoit l'article 46.

**48.1(3)** Le ministre peut communiquer à l'Agence du revenu du Canada le numéro d'assurance sociale du parent, du conjoint ou d'une autre personne que vise le paragraphe (2) qui a donné son consentement afin de recueillir des renseignements fiscaux sur leur revenu dans le but d'établir l'admissibilité du parent à l'assistance que prévoit l'article 46.

**48.1(4)** Le ministre peut communiquer le numéro d'assurance sociale à l'Agence du revenu du Canada en application du présent article sous forme électronique.

**48.1(5)** Les dispositions du présent article l'emportent sur toute disposition incompatible de la *Loi sur le droit à l'information et la protection de la vie privée*.

2017, ch. 64, art. 2; 2019, ch. 18, art. 9; 2021, ch. 1, art. 25

### Versement de l'assistance à un établissement

**49(1)** Lorsqu'il fournit de l'assistance à un parent, le ministre peut verser les prestations directement à l'exploitant d'un établissement pour le compte du parent.

**49(2)** L'exploitant auquel sont versées les prestations en vertu du paragraphe (1) tient les dossiers et les documents réglementaires.

**49(3)** Immediately on demand by the Minister, an operator referred to in subsection (2) shall submit to the Minister any record or other documents that the Minister requires.

#### **Minister's discretion respecting assistance**

**50** The Minister, in the Minister's discretion, may

(a) refuse to grant an application for assistance by a parent if the parent is not eligible for assistance or does not meet a requirement, term or condition applicable to the giving of assistance to that parent under this Act or the regulations;

(b) provide assistance at the times, in the manner, to the extent and of a nature considered by the Minister to be appropriate for each parent;

(c) if in the opinion of the Minister it is appropriate to do so in the circumstances, discontinue, suspend or vary any or all assistance to a parent if

(i) in the opinion of the Minister, the parent or their child has not met or does not meet all of the requirements, terms and conditions applicable to the giving of assistance under this Act and the regulations or ceases to be eligible to receive assistance or a particular amount of assistance, or

(ii) the parent is convicted of an offence under this Act or the regulations; and

(d) reinstate assistance that has been suspended under paragraph (c), in whole or in part, if in the opinion of the Minister it is appropriate to do so in the circumstances.

2021, c.1, s.26

#### **General duty to notify**

2022, c.30, s.1

**50.1(1)** If the Minister refuses to grant an application for assistance by a parent or discontinues, suspends or varies any or all assistance to a parent under section 50, the Minister shall provide written notice of the Minister's decision to the parent.

**50.1(2)** A notice under subsection (1) shall indicate the following information:

**49(3)** Dès que le ministre en fait la demande, l'exploitant visé au paragraphe (2) est tenu de lui remettre les dossiers ou les autres documents qu'il exige.

#### **Pouvoir d'appréciation du ministre concernant l'assistance**

**50** Le ministre peut, à son appréciation :

a) refuser de faire droit à une demande d'assistance d'un parent qui n'est pas admissible à recevoir de l'assistance ou qui ne satisfait pas à une exigence ou à une condition qui s'applique à la fourniture de l'assistance à ce parent en vertu de la présente loi ou de ses règlements;

b) fournir l'assistance aux moments, selon les modalités, dans la mesure et de la nature qu'il juge indiqués pour chaque parent;

c) s'il l'estime indiqué dans les circonstances, interrompre, suspendre ou changer tout ou partie de l'assistance dans le cas où :

(i) il est d'avis que le parent ou son enfant n'a pas satisfait ou ne satisfait pas à l'ensemble des exigences et des conditions qui s'appliquent à la fourniture de l'assistance en vertu de la présente loi et de ses règlements ou cesse d'être admissible à recevoir de l'assistance ou un montant d'assistance en particulier,

(ii) le parent est déclaré coupable d'une infraction à la présente loi ou à ses règlements;

d) rétablir l'assistance qui a été suspendue en vertu de l'alinéa c), en tout ou en partie, s'il estime qu'il convient d'agir ainsi dans les circonstances.

2021, ch. 1, art. 26

#### **Obligation générale d'aviser**

2022, ch. 30, art. 1

**50.1(1)** S'il refuse de faire droit à une demande d'assistance présentée par un parent ou s'il interrompt, suspend ou change une partie ou la totalité de l'assistance accordée à un parent en vertu de l'article 50, le ministre lui donne un avis écrit de sa décision.

**50.1(2)** L'avis prévu au paragraphe (1) indique :

- (a) the Minister's decision; and
- (b) the right of the parent to have the decision reviewed by the Minister.

**50.1(3)** A notice under subsection (1) shall be provided to the parent

- (a) by ordinary mail to the parent's last address known to the Minister, or
- (b) by e-mail to the parent's last e-mail address known to the Minister.

**50.1(4)** A notice sent by ordinary mail shall be deemed to have been received by the parent five days after it has been mailed.

2022, c.30, s.1

### Repayment of assistance

**51(1)** The Minister is entitled to repayment from a parent of all or a portion of assistance to which the parent is not entitled.

**51(2)** The Minister is entitled to repayment from an operator of all or a portion of assistance that the Minister has paid to the operator under section 49 in the following circumstances:

- (a) the parent on whose behalf the assistance was paid is not entitled to the assistance; or
- (b) the operator is not entitled to receive payment of the assistance.

### Recovery of repayment

**52(1)** If the Minister is entitled to repayment from a person under section 51, all or a portion of the value of the assistance may be recovered by the Minister

- (a) from the person by deduction from subsequent payments to or for the benefit of that person under this Act, or
- (b) from the person or, if the person has died, from the person's personal representative,
  - (i) as a debt due to the Crown in right of the Province, in the manner set out in section 53, or

- a) la décision du ministre;
- b) le droit du parent de demander que le ministre examine sa décision.

**50.1(3)** L'avis prévu au paragraphe (1) est fourni au parent :

- a) soit par courrier ordinaire à sa dernière adresse connue du ministre;
- b) soit par transmission électronique à sa dernière adresse de courriel connue du ministre.

**50.1(4)** L'avis envoyé par courrier ordinaire est réputé avoir été reçu par le parent cinq jours après sa mise à la poste.

2022, ch. 30, art. 1

### Remboursement de l'assistance

**51(1)** Il est loisible au ministre de se faire rembourser par un parent tout ou partie de l'assistance à laquelle il n'a pas droit.

**51(2)** Il est loisible au ministre de se faire rembourser par un exploitant tout ou partie de l'assistance qu'il lui a versée en application de l'article 49 dans l'une ou l'autre des circonstances suivantes :

- a) le parent pour le compte duquel l'assistance a été versée n'y a pas droit;
- b) l'exploitant n'a pas le droit de recevoir des prestations d'assistance.

### Recouvrement de l'assistance

**52(1)** S'il a droit à un remboursement de la part d'une personne en vertu de l'article 51, le ministre peut recouvrer tout ou partie de l'assistance :

- a) soit auprès de cette personne, par déduction des versements ultérieurs qui lui seront attribués ou qui seront versés pour son compte en vertu de la présente loi;
- b) soit auprès de cette personne ou, si elle est décédée, auprès de son représentant personnel :
  - (i) ou bien à titre de créance de la Couronne du chef de la province, selon la modalité prévue à l'article 53,

(ii) in the manner set out in a restitution agreement entered into between the person or personal representative and the Minister under subsection (3).

**52(2)** For the purposes of paragraph (1)(b), the Minister, as creditor, may obtain letters of administration of the estate of the person and may file a claim against the estate of the person in probate court.

**52(3)** If the Minister is entitled to repayment from a person under section 51, the Minister may enter into a restitution agreement with that person for the recovery of all or a portion of the value of the assistance.

2023, c.17, s.61

#### **Certificate of indebtedness**

**53(1)** If default has been made in payment of an amount to be recovered under section 52, the Minister may issue a certificate to that effect, stating the amount due and payable including interest, if any, and the name of the person from whom the amount is due and payable and that amount shall constitute a debt due to the Crown in right of the Province.

**53(2)** A certificate issued under subsection (1) may be filed in The Court of King's Bench of New Brunswick and when filed, becomes a judgment of the court and may be enforced as a judgment obtained in the court by the Crown in right of the Province against the person named in the certificate for a debt of the amount specified in the certificate.

**53(3)** All reasonable costs and charges respecting the filing, entering and recording of a certificate under subsection (2) shall be recovered in the same manner as if the amount had been included in the certificate.

2012, c.22, s.10; 2023, c.17, s.61

#### **Parent entitled to review**

2022, c.30, s.1

**53.1** A parent who has applied for assistance or who receives or received assistance may request that the Minister review a decision made under section 50.

2022, c.30, s.1

(ii) ou bien selon la modalité énoncée dans un accord de remboursement conclu entre elle ou son représentant personnel et le ministre en vertu du paragraphe (3).

**52(2)** Pour l'application de l'alinéa (1)b), le ministre peut obtenir à titre de créancier des lettres d'administration de la succession de la personne en question et peut déposer une réclamation contre sa succession devant un tribunal successoral.

**52(3)** S'il a droit à remboursement de la part d'une personne en vertu de l'article 51, le ministre peut conclure avec elle un accord de remboursement pour le recouvrement de tout ou partie de la valeur de l'assistance.

2023, ch. 17, art. 61

#### **Certificat de défaut**

**53(1)** En cas du défaut de paiement d'une somme à recouvrer en vertu de l'article 52, le ministre peut délivrer un certificat à cet effet, attestant la somme échue et exigible, ainsi que les intérêts, s'il y a lieu, et le nom de la personne qui en est redevable, cette somme constituant une créance de la Couronne du chef de la province.

**53(2)** Le certificat délivré en vertu du paragraphe (1) peut être déposé auprès de la Cour du Banc du Roi du Nouveau-Brunswick et, étant déposé, devient un jugement de cette cour et est exécutoire à titre de jugement obtenu devant cette cour par la Couronne du chef de la province contre la personne y nommée à l'égard de la dette au montant y indiqué.

**53(3)** Les frais et les dépenses raisonnables qu'entraînent le dépôt, l'inscription et l'enregistrement du certificat en application du paragraphe (2) sont recouverts comme si le montant avait été inclus dans le certificat.

2012, ch. 22, art. 10; 2023, ch. 17, art. 61

#### **Droit à un examen – parent**

2022, ch. 30, art. 1

**53.1** Le parent qui a demandé ou qui reçoit ou recevait de l'assistance peut demander au ministre d'examiner une décision que celui-ci a prise en vertu de l'article 50.

2022, ch. 30, art. 1



**Request for review**

2022, c.30, s.1

**53.2** A request for a review under section 53.1 shall be submitted to the Minister in writing and shall be made within 10 days after the parent is provided with notice of the Minister's decision.

2022, c.30, s.1

**Review of decision**

2022, c.30, s.1

**53.3(1)** On request, the Minister shall review a decision made under section 50 and, on completion of the review, may do any of the following:

- (a) confirm the decision;
- (b) vary the decision; or
- (c) rescind the decision.

**53.3(2)** The Minister shall, within 15 days after the Minister receives the request for review, provide written notice to the parent of the Minister's decision to confirm, vary or rescind the decision.

**53.3(3)** A notice under subsection (2) shall be provided to the parent by ordinary mail to the parent's last address known to the Minister.

2022, c.30, s.1

**Appeal**

Repealed: 2012, c.13, s.2

2012, c.13, s.2

**54** Repealed: 2012, c.13, s.2

2012, c.13, s.2

**PART 5  
GENERAL**

**Confidentiality of information**

**55(1)** Despite the *Right to Information and Protection of Privacy Act*, all information acquired by the Minister or another person in relation to any person or matter under this Act, whether of a documentary nature or otherwise, is confidential to the extent that its release would

**Demande d'examen**

2022, ch. 30, art. 1

**53.2** La demande d'examen que prévoit l'article 53.1 est présentée par écrit au ministre dans les dix jours de la réception de l'avis de sa décision.

2022, ch. 30, art. 1

**Examen d'une décision**

2022, ch. 30, art. 1

**53.3(1)** Sur demande, le ministre procède à l'examen de la décision qu'il a prise en vertu de l'article 50 et, l'examen terminé, il peut :

- a) la confirmer;
- b) la modifier;
- c) l'annuler.

**53.3(2)** Le ministre avise par écrit le parent de sa décision de confirmer, de modifier ou d'annuler sa décision dans les quinze jours de la réception de la demande d'examen.

**53.3(3)** L'avis prévu au paragraphe (2) est fourni au parent par courrier ordinaire à sa dernière adresse connue du ministre.

2022, ch. 30, art. 1

**Appel**

Abrogé : 2012, ch. 13, art. 2

2012, ch. 13, art. 2

**54** Abrogé : 2012, ch. 13, art. 2

2012, ch. 13, art. 2

**PARTIE 5  
DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

**Confidentialité des renseignements**

**55(1)** Par dérogation à la *Loi sur le droit à l'information et la protection de la vie privée*, tout renseignement, de nature documentaire ou autre, que le ministre ou une autre personne obtient au sujet d'une personne ou d'une affaire que vise la présente loi est confidentiel dans la mesure où sa communication tendrait à dévoiler l'identi-

tend to reveal personal information about a person identifiable from the release of the information.

**55(2)** The Minister shall not permit the release of confidential information to any person without the consent of the person from whom the information was obtained and the person to whom the information relates.

**55(2.1)** Subsections (1) and (2) do not apply to the collection, use or disclosure of personal information in the context of

(a) a common or integrated service, program or activity of a public body under the *Right to Information and Protection of Privacy Act*,

(a.1) the on-line registry established under section 2.02; and

(b) the agreements entered into under section 47.1 of the *Right to Information and Protection of Privacy Act*.

**55(3)** Despite subsection (2), the Minister may permit the release of confidential information without the consent of the person from whom the information was obtained or the person to whom the information relates

(a) to another Minister of the Crown or that Minister's servant;

(b) Repealed: 2013, c.41, s.11

(c) to protect the health, safety and security of a person; or

(d) if the release is otherwise provided for under this Act.

**55(4)** Repealed: 2013, c.41, s.11

**55(5)** A person to whom information is released under paragraph (3)(c), other than a person referred to in paragraph (3)(a), shall not release, or permit or cause to be released, confidential information without the consent of the person from whom the information was obtained and the person to whom the information relates.

**55(6)** Except as otherwise provided in this Act or in accordance with section 35 of the *Child and Youth Well-Being Act*, an operator, an owner of an agency, a person in charge of an agency, a staff member of a facility and

té d'une personne et à révéler sur elle des renseignements personnels.

**55(2)** Le ministre ne peut permettre la communication de renseignements confidentiels à quiconque sans le consentement de la personne qui les a fournis et de celle qu'ils concernent.

**55(2.1)** Les paragraphes (1) et (2) ne s'appliquent pas à la collecte, à l'utilisation ou à la communication de renseignements personnels effectuée dans le cadre :

a) soit de la prestation du service, programme ou activité commun ou intégré d'un organisme public que vise la *Loi sur le droit à l'information et la protection de la vie privée*;

a.1) soit de la tenue du registre en ligne créé en vertu de l'article 2.02;

b) soit des accords conclus en vertu de l'article 47.1 de la *Loi sur le droit à l'information et la protection de la vie privée*.

**55(3)** Par dérogation au paragraphe (2), le ministre peut permettre la communication de renseignements confidentiels sans le consentement de la personne qui les a fournis ou de celle qu'ils concernent :

a) à un autre ministre de la Couronne ou à l'un de ses employés;

b) Abrogé : 2013, ch. 41, art. 11

c) pour protéger la santé, la sûreté et la sécurité d'une personne;

d) si la présente loi prévoit par ailleurs une telle communication.

**55(4)** Abrogé : 2013, ch. 41, art. 11

**55(5)** La personne à qui des renseignements sont communiqués en vertu de l'alinéa (3)c), à l'exception de la personne visée à l'alinéa (3)a), ne doit pas communiquer ou faire communiquer de renseignements confidentiels ou en permettre la communication sans le consentement de celle qui les a fournis et de celle qu'ils concernent.

**55(6)** Sauf disposition contraire de la présente loi ou en conformité avec l'article 35 de la *Loi sur le bien-être des enfants et des jeunes*, l'exploitant d'un établissement, le propriétaire d'une agence, le responsable d'une

an employee of an agency shall not release, or permit or cause to be released, confidential information without the consent of the person from whom the information was obtained and the person to whom the information relates.

2012, c.22, s.11; 2013, c.41, s.11; 2017, c.31, s.67; 2019, c.18, s.9; 2021, c.1, s.27; 2023, c.36, s.5

### Exemptions

**56(1)** On written request by an operator, the Minister may exempt the operator in writing from a requirement of this Act or the regulations if

- (a) the Minister is of the opinion that there is an exceptional and extraordinary circumstance that warrants an exemption and that the exemption is in the public interest, or
- (b) the exemption is permitted by the regulations.

**56(2)** In determining whether to grant an exemption under paragraph (1)(b), the Minister shall assess the operator's request for an exemption against the criteria prescribed by regulation.

### Delegation

**57(1)** The Minister may designate persons to exercise any power, authority or right or carry out any duty or responsibility under this Act.

**57(2)** Without limiting subsection (1), the Minister may delegate a power, authority, right, duty or responsibility conferred or imposed on the Minister under this Act or the regulations to a person or organization that is prescribed by regulation or to an agency.

**57(3)** A delegation under subsection (2) shall be in writing and shall set out the following information:

- (a) the manner in which the delegate shall exercise the delegated power, authority or right or carry out the delegated duty or responsibility; and
- (b) any limitations, terms or conditions on the manner in which the delegate may exercise the delegated power, authority, right or carry out the delegated duty or responsibility.

agence, le membre du personnel d'un établissement et l'employé d'une agence ne doivent communiquer, faire communiquer ni permettre la communication de renseignements confidentiels sans le consentement de la personne qui les a fournis et de celle qu'ils concernent.

2012, ch. 22, art. 11; 2013, ch. 41, art. 11; 2013, ch. 47, art. 1; 2017, ch. 31, art. 67; 2019, ch. 18, art. 9; 2021, ch. 1, art. 27; 2023, ch. 36, art. 5

### Exemptions

**56(1)** Sur la demande qu'un exploitant présente par écrit, le ministre peut exempter par écrit l'exploitant de se conformer à une exigence de la présente loi ou de ses règlements dans l'un ou l'autre cas suivants :

- a) il est d'avis que des circonstances exceptionnelles et extraordinaires le justifient et que l'intérêt du public le commande,
- b) les règlements permettent l'exemption.

**56(2)** Lorsqu'il décide s'il y a lieu d'accorder une exemption en vertu de l'alinéa (1)b), le ministre évalue la demande d'exemption de l'exploitant selon les critères réglementaires.

### Délégation d'attributions

**57(1)** Le ministre peut désigner des personnes pour l'exercice de toutes attributions prévues par la présente loi.

**57(2)** Sans que soit limitée la portée du paragraphe (1), le ministre peut déléguer à une personne ou à un organisme que désignent les règlements pris en vertu de la présente loi ou à une agence toutes attributions, tout droit, toute compétence ou toute responsabilité qui lui sont confiés ou qui lui incombent en application de la présente loi.

**57(3)** La délégation prévue au paragraphe (2) se fait par écrit et énonce les renseignements suivants :

- a) les modalités d'exercice des attributions, de la compétence, de la responsabilité ou du droit délégués;
- b) les restrictions, les modalités ou les conditions d'exercice des attributions, de la compétence, du droit ou de la responsabilité.

**57(4)** A delegation under subsection (2) may authorize the delegate to subdelegate the power, authority, right, duty or responsibility to an employee of the delegate and to impose on the subdelegate the limitations, terms or conditions that the delegate considers appropriate, in addition to those set out in the Minister's delegation.

**57(5)** A delegate or subdelegate shall exercise a delegated power, authority or right or carry out a delegated duty or responsibility in accordance with the limitations, terms or conditions imposed in the Minister's delegation.

**57(6)** A subdelegate shall exercise a delegated power, authority or right or carry out a delegated duty or responsibility in accordance with the limitations, terms or conditions imposed on the subdelegate by the delegate.

2012, c.22, s.12

#### **Certificate as evidence**

**58(1)** The Minister may issue a signed certificate that contains information respecting any of the following matters:

- (a) that a person did or did not hold a licence, a probationary licence or an interim permit;
- (b) that a person refused to permit an inspector to conduct an inspection or investigation under this Act or obstructed or interfered with an inspection or investigation;
- (b.1) that a person refused to permit the Minister to conduct an investigation under this Act or obstructed or interfered with an investigation;
- (c) that an order was issued under this Act and the order was not complied with;
- (d) the filing or maintaining, or non-filing or non-maintenance, of a document or a record required to be filed or maintained under this Act or the regulations;
- (e) any matter pertaining to anything set out in paragraphs (a) to (d); and

**57(4)** La délégation prévue au paragraphe (2) peut autoriser le délégué à sous-déléguer les attributions, la compétence, le droit ou la responsabilité à son employé et à imposer au sous-délégué les restrictions, les modalités ou les conditions de leur exercice ainsi que les exigences qui, selon le délégué, s'imposent en plus de celles indiquées dans la délégation du ministre.

**57(5)** Le délégué ou le sous-délégué exerce les attributions, la compétence, le droit ou la responsabilité qui lui ont été délégués conformément aux restrictions, aux modalités et aux conditions que lui impose la délégation du ministre.

**57(6)** Le sous-délégué exerce les attributions, la compétence, le droit ou la responsabilité qui lui ont été délégués conformément aux restrictions, aux modalités et aux conditions que lui impose le délégué.

2012, ch. 22, art. 12

#### **Certificat faisant foi**

**58(1)** Le ministre peut délivrer un certificat signé renfermant des renseignements relatifs aux questions suivantes :

- a) une personne était ou n'était pas titulaire d'un permis, d'un permis conditionnel ou d'un permis provisoire;
- b) une personne a refusé de permettre à un inspecteur de mener une inspection ou une enquête en vertu de la présente loi ou a entravé ou gêné le travail d'un inspecteur qui procédait ou qui tentait de procéder à une inspection ou à une enquête;
- b.1) une personne a refusé de permettre au ministre de mener une enquête en vertu de la présente loi ou a entravé ou gêné son travail alors qu'il procédait ou tentait de procéder à une enquête;
- c) un arrêté a été pris ou une ordonnance rendue en vertu de la présente loi et n'a pas été respecté;
- d) des documents ou des dossiers dont la présente loi ou ses règlements exigeaient le dépôt ou la tenue ont été déposés ou tenus ou ne l'ont pas été;
- e) toute affaire se rapportant à une question énoncée aux alinéas a) à d);

(f) the date the facts on which a proceeding is to be based first came to the knowledge of the Minister.

**58(2)** Without proof of the appointment, authority or signature of the Minister, a certificate is admissible in evidence in a prosecution or other proceeding under this Act as proof, in the absence of evidence to the contrary, of the facts stated in the certificate.

**58(3)** When the name of the person referred to in a certificate is that of an accused, the statement, in the absence of evidence to the contrary, is proof that the person named in the certificate is the accused.

2012, c.22, s.13

### Report or document as evidence

**59** A report or other document signed by the Minister or the Minister's delegate is admissible in evidence in a prosecution or other proceeding under this Act as proof, in the absence of evidence to the contrary, of the facts stated in the report or document without proof of the appointment, authority or signature of the Minister or the delegate.

### Offences and penalties

**60(1)** A person commits an offence punishable under Part 2 of the *Provincial Offences Procedure Act* as a category E offence who

(a) knowingly furnishes false information in an application under this Act or in a record or a document required to be filed or maintained under this Act or the regulations,

(b) violates or fails to comply with an order made under this Act or the regulations,

(c) violates or fails to comply with a term or condition of a licence, a probationary licence or an interim permit, or

(d) violates or fails to comply with a provision of the regulations that is prescribed as an offence by regulation.

f) la date à laquelle les faits sur lesquels est fondée une instance ont été initialement portés à la connaissance du ministre.

**58(2)** Le certificat est admissible en preuve et fait foi aux fins de la tenue d'une poursuite ou d'une autre instance, sauf preuve contraire, des faits y énoncés, sans qu'il soit nécessaire d'établir la qualité officielle du ministre ni l'authenticité de sa signature.

**58(3)** Lorsque le nom de la personne mentionnée dans le certificat est celui d'un accusé, l'énoncé fait foi, sauf preuve contraire, du fait que la personne y nommée est l'accusé.

2012, ch. 22, art. 13

### Rapport ou autre document à titre de preuve

**59** Un rapport ou un autre document revêtu de la signature du ministre ou de son délégué est admissible en preuve dans toute poursuite ou autre instance engagée en vertu de la présente loi et fait foi, sauf preuve contraire, des faits y énoncés, sans qu'il soit nécessaire de prouver la nomination, la compétence ou l'authenticité de la signature du ministre ou son délégué.

### Infractions et peines

**60(1)** Commet une infraction punissable en vertu de la partie 2 de la *Loi sur la procédure applicable aux infractions provinciales* à titre d'infraction de la classe E qui-conque :

a) fournit sciemment de faux renseignements dans une demande présentée en vertu de la présente loi ou dans un dossier ou un document qu'il doit déposer ou tenir en application de la présente loi ou de ses règlements;

b) contrevient ou omet de se conformer à un arrêté pris ou à une ordonnance rendue en vertu de la présente loi ou de ses règlements;

c) contrevient ou omet de se conformer à une condition d'un permis, d'un permis conditionnel ou d'un permis provisoire;

d) contrevient ou omet de se conformer à une disposition réglementaire pour laquelle une infraction a été créée.

**60(2)** A person who violates or fails to comply with subsection 2.2(3), section 3, subsection 4(1), section 16 or subsection 26(1), 38(1) or 55(5) or (6) commits an offence punishable under Part 2 of the *Provincial Offences Procedure Act* as a category E offence.

**60(3)** When an offence under this Act continues for more than one day,

(a) the minimum fine that may be imposed is the minimum fine set by the *Provincial Offences Procedure Act* multiplied by the number of days during which the offence continues, and

(b) the maximum fine that may be imposed is the maximum fine set by the *Provincial Offences Procedure Act* multiplied by the number of days during which the offence continues.

2012, c.22, s.14; 2013, c.41, s.12; 2022, c.30, s.1

### Order of court on conviction

**61(1)** When an operator is convicted of an offence under this Act, on the request of the Minister and in addition to any other penalty, the court may make an order directing the operator to do any of the following:

- (a) allow an inspection or investigation;
- (b) close a facility; or
- (c) operate a facility in accordance with an order of the Minister.

**61(2)** The court may make an order under this section subject to the terms and conditions set out in the order.

### Administration

**62** The Minister is responsible for the administration of this Act.

### Regulations

**63(1)** The Lieutenant-Governor in Council may make regulations

**60(2)** Commet une infraction punissable en vertu de la partie 2 de la *Loi sur la procédure applicable aux infractions provinciales* à titre d'infraction de la classe E qui contrevient ou omet de se conformer au paragraphe 2.2(3), à l'article 3, au paragraphe 4(1), à l'article 16 ou au paragraphe 26(1), 38(1) ou 55(5) ou (6).

**60(3)** Lorsqu'une infraction prévue par la présente loi se poursuit pendant plus d'une journée :

a) l'amende minimale qui peut être infligée est le montant de l'amende minimale établie par la *Loi sur la procédure applicable aux infractions provinciales* multiplié par le nombre de jours durant lesquels l'infraction se poursuit;

b) l'amende maximale qui peut être infligée est le montant de l'amende maximale établie par la *Loi sur la procédure applicable aux infractions provinciales* multiplié par le nombre de jours durant lesquels l'infraction se poursuit.

2012, ch. 22, art. 14; 2013, ch. 41, art. 12; 2022, ch. 30, art. 1

### Ordonnance judiciaire lorsqu'un exploitant est déclaré coupable d'une infraction

**61(1)** Lorsqu'un exploitant est déclaré coupable d'une infraction à la présente loi, sur la demande du ministre et en plus de toute autre peine qu'il inflige, le tribunal peut enjoindre à l'exploitant :

- a) de permettre que soit menée une inspection ou une enquête;
- b) de fermer un établissement;
- c) d'assurer l'exploitation d'un établissement en se conformant à un arrêté du ministre.

**61(2)** Le tribunal peut assujettir l'ordonnance qu'il rend en vertu du présent article aux conditions qu'il y énonce.

### Application

**62** Le ministre est chargé de l'application de la présente loi.

### Règlements

**63(1)** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- (a) prescribing associated persons for the purposes of the definition “associated person” in section 1;
- (a.01) prescribing information that an operator shall provide to the Minister for the purpose of subsection 2.02(2) and prescribing the time for providing that information;
- (a.02) prescribing a date for the purposes of subsection 2.02(3);
- (a.03) prescribing persons or classes of persons for the purposes of paragraph 2.02(8)(c);
- (a.04) prescribing personal information that the Minister may disclose for the purposes of subsection 2.02(10);
- (a.1) establishing eligibility criteria for programs for children with autism spectrum disorder;
- (b) establishing different classes of facilities;
- (c) establishing different classes of licences;
- (c.1) establishing different classes of staff members;
- (d) prescribing requirements with respect to the establishment and operation of licensed facilities, including requirements with respect to the following matters:
- (i) administrative procedures and processes, including record keeping and the confidentiality of information;
  - (ii) insurance requirements;
  - (iii) site requirements;
  - (iv) play area requirements, including, size, location, equipment and furnishings;
  - (v) parental involvement;
  - (vi) health, fire and safety requirements, including emergency and evacuation procedures;
  - (vii) programming;
- a) désigner des personnes associées aux fins d’application de la définition « personne associée » à l’article 1;
- a.01) prescrire les renseignements qu’un exploitant doit fournir au ministre aux fins d’application du paragraphe 2.02(2) ainsi que le délai dans lequel ces renseignements doivent être fournis;
- a.02) fixer la date aux fins d’application du paragraphe 2.02(3);
- a.03) prévoir les personnes ou les catégories de personnes aux fins d’application de l’alinéa 2.02(8)c);
- a.04) prévoir les renseignements personnels que peut communiquer le ministre aux fins d’application du paragraphe 2.02(10);
- a.1) établir les critères d’admissibilité à des programmes destinés aux enfants atteints de troubles du spectre autistique;
- b) établir différentes classes d’établissements;
- c) établir différentes classes de permis;
- c.1) établir différentes catégories de membres du personnel;
- d) énoncer les exigences à l’égard de la création et de l’exploitation des établissements agréés, y compris celles qui portent sur les questions suivantes :
- (i) la procédure administrative à suivre, notamment à l’égard de la tenue de dossiers et de la confidentialité des renseignements,
  - (ii) la couverture d’assurance,
  - (iii) les exigences du lieu,
  - (iv) les aires de jeux, y compris leur superficie, leur emplacement, leur équipement et leur ameublement,
  - (v) la participation des parents,
  - (vi) la santé, les incendies et la sécurité, y compris la procédure d’évacuation en cas d’urgence,
  - (vii) la programmation de leurs activités,

- |  |  |
|--|--|
| <p>(viii) staffing and child-to-staff ratios; and</p> <p>(ix) child guidance and behaviour management;</p> <p>(e) imposing different requirements on facilities based on the class of the facilities;</p> <p>(f) respecting the procedure to be followed when an operator proposes to change a facility's class or the services provided at the facility;</p> <p>(f.1) respecting the order of priority for designation for the purposes of subsection 15.1(5);</p> <p>(f.2) prescribing requirements of designation, including requirements with respect to the following matters:</p> <p style="padding-left: 20px;">(i) the curriculum to be used at designated facilities and training requirements of staff members;</p> <p style="padding-left: 20px;">(ii) quality improvement plans;</p> <p style="padding-left: 20px;">(iii) the market fee threshold of the maximum daily cost of services; and</p> <p style="padding-left: 20px;">(iv) the parent fee grid of fees that operators of designated facilities shall charge for services;</p> <p>(f.3) authorizing the Minister to establish a curriculum for designated facilities and approve the use of a curriculum based on Indigenous culture;</p> <p>(f.4) authorizing the Minister to establish a market fee threshold of the maximum daily cost of services at designated facilities;</p> <p>(f.5) authorizing the Minister to establish a parent fee grid of fees that operators of designated facilities shall charge for services;</p> <p>(g) prescribing the documents that accompany an application under this Act;</p> <p>(h) respecting terms and conditions that may be imposed by the Minister on a licence, a probationary licence or an interim permit;</p> | <p>(viii) la dotation en personnel, notamment les ratios enfants-personnel,</p> <p>(ix) l'orientation des enfants et la gestion des comportements;</p> <p>e) imposer aux établissements des exigences selon les classes d'établissements;</p> <p>f) déterminer la procédure à suivre lorsqu'un exploitant se propose de changer la classe de l'établissement ou les services y fournis;</p> <p>f.1) établir l'ordre de priorité pour la désignation aux fins d'application du paragraphe 15.1(5);</p> <p>f.2) énoncer les exigences relatives à la désignation, y compris celles qui portent sur les questions suivantes :</p> <p style="padding-left: 20px;">(i) le curriculum éducatif à utiliser dans un établissement désigné et les exigences de formation auxquelles sont soumis les membres du personnel,</p> <p style="padding-left: 20px;">(ii) le plan d'amélioration de la qualité,</p> <p style="padding-left: 20px;">(iii) le seuil des frais du marché représentant le coût quotidien maximal des services,</p> <p style="padding-left: 20px;">(iv) la grille des frais représentant le prix que l'exploitant d'un établissement désigné facture aux parents pour ses services;</p> <p>f.3) autoriser le ministre à établir un curriculum éducatif pour les établissements désignés et à approuver l'utilisation d'un curriculum éducatif fondé sur la culture autochtone;</p> <p>f.4) autoriser le ministre à établir le seuil des frais du marché représentant le coût quotidien maximal des services dans un établissement désigné;</p> <p>f.5) autoriser le ministre à établir une grille des frais représentant le prix que l'exploitant d'un établissement désigné facture aux parents pour ses services;</p> <p>g) préciser les documents qui doivent accompagner une demande présentée en vertu de la présente loi;</p> <p>h) fixer les conditions que le ministre peut imposer à l'égard d'un permis, d'un permis conditionnel ou d'un permis provisoire;</p> |
|--|--|



- (i) prescribing offences for the purpose of paragraph 10(2)(e);
- (j) prescribing requirements with respect to the transportation of children by or on the behalf of the operators of licensed facilities, including requirements with respect to vehicle equipment and maintenance, driver training and qualifications and motor vehicle insurance;
- (k) prescribing provisions of other Acts for the purpose of paragraph 13(1)(d);
- (l) prescribing, for the purposes of subsection 15(2), the period of time that a person is barred from applying for a licence;
- (m) Repealed: 2012, c.22, s.15
- (n) Repealed: 2022, c.30, s.1
- (o) Repealed: 2022, c.30, s.1
- (p) Repealed: 2022, c.30, s.1
- (q) Repealed: 2022, c.30, s.1
- (q.1) prescribing classes of facilities for the purposes of paragraph 18.1(3)(b);
- (q.2) prescribing information that shall be included in an inclusion policy for the purposes of paragraph 18.1(3)(b);
- (r) respecting qualifications and training requirements of operators, administrators and other staff members;
- (s) imposing requirements on the operators of licensed facilities with respect to food preparation and service, nutrition, the immunization of children, lighting, ventilation and other general health standards;
- (t) prescribing the maximum number of children to whom services may be provided at a facility based on prescribed criteria, including the class of the facility, the size of the premises and the ages of the children;
- (u) respecting the duties and responsibilities of operators, administrators and other staff members;
- i) désigner les infractions pour l'application de l'alinéa 10(2)e);
- j) établir les exigences en matière de transport des enfants par l'exploitant d'un établissement agréé ou pour son compte, y compris celles qui ont rapport à l'équipement et à l'entretien des véhicules, à la formation et aux compétences requises des conducteurs ainsi que les exigences en matière d'assurance automobile;
- k) indiquer les dispositions d'autres lois aux fins d'application de l'alinéa 13(1)d);
- l) fixer la période pendant laquelle une personne ne peut présenter une demande de permis pour l'application du paragraphe 15(2);
- m) Abrogé : 2012, ch. 22, art. 15
- n) Abrogé : 2022, ch 30, art. 1
- o) Abrogé : 2022, ch 30, art. 1
- p) Abrogé : 2022, ch 30, art. 1
- q) Abrogé : 2022, ch 30, art. 1
- q.1) établir des classes d'établissements aux fins d'application de l'alinéa 18.1(3)b);
- q.2) prévoir les renseignements que renferme une politique d'inclusion aux fins d'application de l'alinéa 18.1(3)b);
- r) établir les exigences en matière de compétences et de formation à l'endroit des exploitants, des administrateurs et des autres membres du personnel;
- s) fixer les normes de préparation et de service alimentaires, de nutrition, d'immunisation des enfants, d'éclairage, de ventilation ainsi que d'autres normes générales de santé;
- t) fixer le nombre maximal d'enfants auxquels des services peuvent être fournis dans un établissement selon les critères établis, notamment la classe de l'établissement, la superficie du lieu et l'âge des enfants;
- u) préciser les obligations et les responsabilités des exploitants, des administrateurs et des autres membres du personnel d'un établissement;

- (v) prescribing the records and documents that shall be maintained by a facility, including financial records and accounts, and the manner and form in which they are to be prepared and maintained;
- (w) giving additional powers or duties to inspectors;
- (w.1) prescribing other information that may be included in a protection order for the purposes of paragraph 28.1(3)(c);
- (x) prescribing Acts for the purposes of paragraph 30(2)(b);
- (y) respecting requirements to be met to receive an interim permit;
- (z) respecting the provision of grants under section 40.011, including
- (i) respecting the manner of applying for a grant,
  - (ii) prescribing eligibility criteria to receive a grant, including establishing classes of operators who are not eligible to receive grants,
  - (iii) providing for the manner of determining the amount of a grant,
    - (iii.1) providing that the type or amount of a grant may be determined by the level of training held by the staff members of a recipient of a grant or by categories of staff members,
    - (iii.2) establishing different types and amounts of grants for designated facilities, licensed facilities that are not designated facilities and different classes of facilities, and
- (iv) Repealed: 2022, c.30, s.1
- (v) Repealed: 2022, c.30, s.1
- (v.1) Repealed: 2022, c.30, s.1
- (vi) prescribing financial and other records that shall be maintained by the recipient of a grant;
- v) prévoir les dossiers et les documents que doit tenir un établissement, y compris les documents financiers et les comptes, et la façon de les dresser et de les tenir ainsi que la forme qu'ils doivent prendre;
- w) conférer des attributions ou des responsabilités additionnelles aux inspecteurs;
- w.1) prévoir tout autre renseignement que peut renfermer un arrêté de protection aux fins d'application de l'alinéa 28.1(3)c);
- x) viser les lois aux fins d'application de l'alinéa 30(2)b);
- y) fixer les conditions à remplir pour l'obtention d'un permis provisoire;
- z) régir l'octroi de subventions en vertu de l'article 40.011, notamment :
- (i) établir la modalité de présentation d'une demande de subvention,
  - (ii) établir les critères d'admissibilité à recevoir une subvention, notamment en prévoyant des classes d'exploitants qui n'y sont pas admissibles,
  - (iii) prévoir la modalité du calcul d'une subvention,
    - (iii.1) prévoir que certains types ou montants de subventions peuvent être accordés selon la formation ou la catégorie des membres du personnel du bénéficiaire d'une subvention,
    - (iii.2) établir différents type et montants de subventions pour les établissements désignés, les établissements agréés qui ne sont pas des établissements désignés et les différentes classes d'établissements,
- (iv) Abrogé : 2022, ch 30, art. 1
- (v) Abrogé : 2022, ch 30, art. 1
- (v.1) Abrogé : 2022, ch 30, art. 1
- (vi) préciser les documents financiers et les autres dossiers que doit tenir le bénéficiaire d'une subvention;

- (aa) respecting the provision of financial assistance under section 46, including
- (i) respecting the manner of applying for financial assistance,
  - (ii) prescribing eligibility criteria to receive financial assistance, including establishing classes of persons who are not eligible to receive financial assistance,
  - (iii) providing for the manner of determining the amount of financial assistance,
  - (iv) establishing different classes and levels of financial assistance, and
  - (v) Repealed: 2022, c.30, s.1
  - (vi) Repealed: 2022, c.30, s.1
  - (vii) prescribing financial and other records that shall be maintained by an operator who is paid financial assistance on behalf of a recipient;
- (bb) Repealed: 2022, c.30, s.1
- (cc) respecting circumstances in which the Minister may grant an exemption under paragraph 56(1)(b);
- (dd) prescribing criteria to be met in order for the Minister to grant an exemption under paragraph 56(1)(b);
- (ee) prescribing persons or organizations to whom the Minister may delegate a power, authority, right, duty or responsibility, including persons or organizations that are external to government;
- (ff) prescribing provisions of the regulations that the violation of which or the failure to comply with constitute an offence;
- (gg) with respect to offences under the regulations, prescribing the categories of offences for the purposes of Part II of the *Provincial Offences Procedure Act*;
- (hh) prescribing fees for the purposes of this Act and the regulations;
- aa) régir la fourniture d'assistance en vertu de l'article 46, notamment :
- (i) établir la modalité de présentation d'une demande d'assistance,
  - (ii) établir les critères d'admissibilité à recevoir de l'assistance, notamment en prévoyant des catégories de personnes qui n'y sont pas admissibles,
  - (iii) prévoir la modalité du calcul de l'assistance,
  - (iv) établir différentes classes et différents niveaux d'assistance,
  - (v) Abrogé : 2022, ch 30, art. 1
  - (vi) Abrogé : 2022, ch 30, art. 1
  - (vii) préciser les documents financiers et les autres dossiers que doit tenir l'exploitant qui reçoit des prestations d'assistance pour le compte d'un bénéficiaire;
- bb) Abrogé : 2022, ch 30, art. 1
- cc) préciser les circonstances dans lesquelles le ministre peut accorder une exemption en vertu de l'alinéa 56(1)b);
- dd) établir les critères d'admissibilité à une exemption qu'accorde le ministre en vertu de l'alinéa 56(1)b);
- ee) désigner les personnes et les organismes auxquels le ministre peut déléguer des attributions, des droits, des compétences ou des responsabilités, y compris ceux qui ne font pas partie du gouvernement;
- ff) préciser les dispositions des règlements dont la contravention ou l'omission de s'y conformer constitue une infraction;
- gg) en ce qui concerne les infractions prévues par les règlements, établir les classes d'infractions pour l'application de la Partie II de la *Loi sur la procédure applicable aux infractions provinciales*;
- hh) fixer les droits et les frais à payer aux fins d'application de la présente loi et ses règlements;

(ii) prescribing forms and authorizing the Minister to provide forms for the purposes of this Act and the regulations;

(jj) defining any word or expression used in but not defined in this Act for the purposes of this Act, the regulations or both;

(kk) prescribing anything required to be prescribed by this Act;

(ll) respecting any other matter that may be necessary for the proper administration of this Act.

**63(2)** Regulations may vary for or be made in respect of different persons, operators, facilities, licences, grants or financial assistance or different classes or categories of persons, operators, facilities, licences, grants or financial assistance.

**63(3)** A regulation may be general or particular in its application, may be limited as to time or place or both and may exclude any place from the application of the regulation.

2012, c.22, s.15; 2013, c.41, s.13; 2017, c.64, s.3; 2021, c.1, s.28; 2022, c.30, s.1

## PART 6

### MISCELLANEOUS

#### Transitional Provisions

##### Transitional

**64(1)** *On the commencement of this section, an approval issued under section 26 of the Family Services Act for a day care center or a community day care home that is in force immediately before the commencement of this section shall be deemed to be a licence issued under this Act and shall continue in force until*

(a) *the term of the approval expires,*

(b) *the Minister suspends the approval under section 29, or*

(c) *the Minister revokes the approval under section 30.*

ii) établir les formules aux fins d'application de la présente loi et ses règlements et permettre au ministre d'en fournir;

jj) définir tout terme ou toute expression employé mais non défini dans la présente loi aux fins d'application de la présente loi ou ses règlements ou des deux;

kk) prescrire tout ce dont la présente loi exige la prescription;

ll) assurer de façon générale l'application plus efficace de la présente loi.

**63(2)** Les règlements peuvent être pris ou peuvent varier en fonction soit de différentes personnes, de différents exploitants, établissements ou permis ou encore de différentes subventions ou de l'assistance financière, soit, selon le cas, de leurs classes ou de leurs catégories.

**63(3)** Les règlements peuvent avoir une portée générale ou particulière ainsi qu'une portée restreinte quant au temps et au lieu, ou à l'un ou l'autre, et aussi exclure un lieu quelconque de leur champ d'application.

2012, ch. 22, art. 15; 2013, ch. 41, art. 13; 2017, ch. 64, art. 3; 2021, ch. 1, art. 28; 2022, ch. 30, art. 1

## PARTIE 6

### DISPOSITIONS DIVERSES

#### Dispositions transitoires

##### Dispositions transitoires

**64(1)** *À l'entrée en vigueur du présent article, l'agrément conféré à une garderie ou à un foyer fournissant des services de garderie de type familial en vertu de l'article 26 de la Loi sur les services à la famille qui est en vigueur immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent article est réputé constituer un permis délivré en vertu de la présente loi et demeure en vigueur jusqu'à ce que survienne l'une des éventualités suivantes :*

a) *sa durée expire;*

b) *le ministre le suspend en vertu de l'article 29;*

c) *le ministre le révoque en vertu de l'article 30.*

**64(2)** *On the commencement of this section, assistance which the Minister has granted to a person for day care services in accordance with section 18 of New Brunswick Regulation 95-61 under the Family Income Security Act shall be deemed to be assistance provided by the Minister under section 41 of this Act.*

**64(3)** *An appeal with respect to assistance referred to in subsection (2) that is before a Family Income Security Appeal Board under the Family Income Security Act on the commencement of this section shall be concluded under the Family Income Security Act as if this Act had not come into force.*

**Consequential Amendments**

*Family Income Security Act*

**65(1)** *Paragraph 4(2)(a) of New Brunswick Regulation 95-61 under the Family Income Security Act is repealed and the following is substituted:*

- (a) determine the eligibility of all persons in the unit to which the application relates by considering assets and income, using the budget deficit method, and

**65(2)** *The heading “DAY CARE ASSISTANCE” preceding section 18 of the Regulation is repealed.*

**65(3)** *Section 18 of the Regulation is repealed.*

**65(4)** *Paragraph 33(2)(c) of the English version of the Regulation is repealed and the following is substituted:*

- (c) homemaker, housekeeper and similar services, and

*Family Services Act*

**66(1)** *Section 1 of the Family Services Act, chapter F-2.2 of the Acts of New Brunswick, 1980, is amended in the definition “community social services” or “social services”*

- (a) *by repealing paragraph (j); and*
- (b) *by repealing paragraph (u).*

**64(2)** *À l’entrée en vigueur du présent article, l’assistance destinée aux services de garderie que le ministre a accordée à une personne en vertu de l’article 18 du Règlement du Nouveau-Brunswick 95-61 pris en vertu de la Loi sur la sécurité du revenu familial est réputée constituer de l’assistance que le ministre a accordée en vertu de l’article 41 de la présente loi.*

**64(3)** *À l’entrée en vigueur du présent article, un appel relatif à l’assistance visée au paragraphe (2) dont est saisie la Commission d’appel sur la sécurité du revenu familial établie en vertu de la Loi sur la sécurité du revenu familial prendra fin sous le régime de la Loi sur la sécurité du revenu familial comme si la présente loi n’était pas entrée en vigueur.*

**Modifications corrélatives**

*Loi sur la sécurité du revenu familial*

**65(1)** *L’alinéa 4(2)a) du Règlement du Nouveau-Brunswick 95-61 pris en vertu de la Loi sur la sécurité du revenu familial est abrogé et remplacé par ce qui suit :*

- a) déterminer l’admissibilité de toutes les personnes qui constituent l’unité à laquelle la demande se rapporte en fonction de leur actif et de leur revenu, selon la méthode du budget déficitaire; et

**65(2)** *La rubrique « ASSISTANCE POUR SERVICES DE GARDERIE » qui précède l’article 18 du Règlement est abrogée.*

**65(3)** *L’article 18 du Règlement est abrogé.*

**65(4)** *L’alinéa 33(2)c) de la version anglaise du Règlement est abrogé et remplacé par ce qui suit :*

- (c) homemaker, housekeeper and similar services, and

*Loi sur les services à la famille*

**66(1)** *L’article 1 de la Loi sur les services à la famille, chapitre F-2.2 des Lois du Nouveau-Brunswick de 1980, est modifié dans la définition de « services sociaux communautaires » ou « services sociaux »*

- a) *par l’abrogation de l’alinéa j);*
- b) *par l’abrogation de l’alinéa u).*

**66(2)** *Section 23 of the Act is amended in the definition “community placement resource” by striking out “, a home in which family day care services are provided, a day care center,”*

**66(3)** *Subsection 30(10) of the Act is amended by striking out “any day care center” and substituting “any early learning and childcare facility”.*

2012, c.22, s.16

**67** *Paragraph 19(2)(c) of New Brunswick Regulation 81-132 under the Family Services Act is repealed and the following is substituted:*

(c) early learning and childcare services for remedial purposes;

**Public Health Act**

**68(1)** *The heading “Community placement resources” preceding section 25 of the Public Health Act, chapter P-22.4 of the Acts of New Brunswick, 1998, is repealed and the following is substituted:*

**Community placement resources and early learning and childcare facilities**

**68(2)** *Subsection 25(2) of the Act is repealed and the following is substituted:*

**25(2)** A person who operates a community placement resource or an early learning and childcare facility shall comply with the lighting, sanitation, ventilation and other general health standards established by the Minister.

**68(3)** *Section 29 of the Act is amended by striking out “the operator of a day care centre who believes, on reasonable and probable grounds, that a pupil in the school or a child in the day care centre” and substituting “the operator of an early learning and childcare facility who believes on reasonable grounds that a pupil in the school or a child in the facility”.*

**68(3.1)** *Subsection 42.1(2) of the Act is repealed and the following is substituted:*

**42.1(2)** The operator of an early learning and childcare facility shall require that proof of immunization is pro-

**66(2)** *L’article 23 de la Loi est modifié à la définition de « centre de placement communautaire » par la suppression de « , d’un foyer qui fournit des services de garderie de type familial, d’une garderie ».*

**66(3)** *Le paragraphe 30(10) de la Loi est modifié par la suppression de « dans une garderie » et son remplacement par « dans un établissement de garderie éducative ».*

2012, ch. 22, art. 16

**67** *L’alinéa 19(2)c) du Règlement du Nouveau-Brunswick 81-132 pris en vertu de la Loi sur les services à la famille est abrogé et remplacé par ce qui suit :*

c) les services orthopédagogiques de garderie éducative;

**Loi sur la santé publique**

**68(1)** *La rubrique « Centre de placement communautaire » qui précède l’article 25 de la Loi sur la santé publique, chapitre P-22.4 des Lois du Nouveau-Brunswick de 1998, est abrogée et remplacée par ce qui suit :*

**Centre de placement communautaire et garderie éducative**

**68(2)** *Le paragraphe 25(2) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :*

**25(2)** Toute personne qui exploite un centre de placement communautaire ou un établissement de garderie éducative se conforme aux normes d’éclairage, d’hygiène, d’aération et autres normes générales de santé que le Ministre établit.

**68(3)** *L’article 29 de la Loi est modifié par la suppression de « l’exploitant d’une garderie qui a des motifs raisonnables et probables de croire qu’un élève de l’école ou un enfant de la garderie, » et son remplacement par « l’exploitant d’un établissement de garderie éducative qui a des motifs raisonnables de croire qu’un élève ou un enfant dans l’établissement, ».*

**68(3.1)** *Le paragraphe 42.1(2) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :*

**42.1(2)** L’exploitant d’un établissement de garderie éducative exige que lui soit fournie une preuve d’immu-

vided to him or her for any disease prescribed by regulation for a child attending that facility.

**68(4)** *Paragraph 68(aa) of the Act is amended by striking out “community placement resources” and substituting “community placement resources and early learning and childcare facilities”.*

2012, c.22, s.17; 2017, c.42, s.93

**69(1)** *Section 2 of New Brunswick Regulation 2009-136 under the Public Health Act is amended*

(a) *by repealing the definition “day care center”;*

(b) *by adding the following definition in alphabetical order:*

“early learning and childcare facility” means an early learning and childcare facility that is licensed by the Minister of Education and Early Childhood Development under the *Early Childhood Services Act*. (*établissement de garderie éducative*)

**69(2)** *The heading “Report by principal of school or operator of a day care center” preceding section 11 of the Regulation is amended by striking out “a day care center” and substituting “an early learning and childcare facility”.*

**69(3)** *Repealed: 2017, c.42, s.93*

**69(4)** *Repealed: 2017, c.42, s.93*

2012, c.22, s.18; 2017, c.42, s.93

**70** *Subsection 7(3) of New Brunswick Regulation 2009-138 under the Public Health Act is amended by striking out “a day care center or community placement residential facility” and substituting “an early learning and childcare facility licensed by the Minister of Education and Early Childhood Development under the Early Childhood Services Act or a community placement residential facility”.*

2012, c.22, s.19

nisation pour toute maladie prescrite par règlement concernant un enfant qui fréquente cet établissement.

**68(4)** *L’alinéa 68aa) de la Loi est modifié par la suppression de « aux centres de placement communautaires » et son remplacement par « aux centres de placement communautaires et aux établissements de garderies éducatives ».*

2012, ch. 22, art. 17; 2017, ch. 42, art. 93

**69(1)** *L’article 2 du Règlement du Nouveau-Brunswick 2009-136 pris en vertu de la Loi sur la santé publique est modifié*

a) *par l’abrogation de la définition de « garderie »;*

b) *par l’adjonction de la définition qui suit dans son ordre alphabétique :*

« établissement de garderie éducative » Établissement de garderie éducative qu’agrée le ministre de l’Éducation et du Développement de la petite enfance en vertu de la *Loi sur les services à la petite enfance*. (*early learning and childcare facility*)

**69(2)** *La rubrique « Signalement par le directeur d’une école ou l’exploitant d’une garderie » qui précède l’article 11 du Règlement est modifiée par la suppression de « d’une garderie » et son remplacement par « d’un établissement de garderie éducative ».*

**69(3)** *Abrogé : 2017, ch. 42, art. 93*

**69(4)** *Abrogé : 2017, ch. 42, art. 93*

2012, ch. 22, art. 18; 2017, ch. 42, art. 93

**70** *Le paragraphe 7(3) du Règlement du Nouveau-Brunswick 2009-138 pris en vertu de la Loi sur la santé publique est modifié par la suppression de « d’une garderie ou d’installations de placement communautaire de type résidentiel » et son remplacement par « d’un établissement de garderie éducative qu’agrée le ministre de l’Éducation et du Développement de la petite enfance en vertu de la Loi sur les services à la petite enfance ou d’installations de placement communautaire de type résidentiel ».*

2012, ch. 22, art. 19

**Repeal****New Brunswick Regulation 83-85 under the *Family Services Act***

**71** *New Brunswick Regulation 83-85 under the Family Services Act is repealed.*

**New Brunswick Regulation 2005-19 under the *Family Services Act***

2012, c.22, s.20

**71.1** *New Brunswick Regulation 2005-19 under the Family Services Act is repealed.*

2012, c.22, s.20

**Commencement****Commencement**

**72** *This Act or any provision of it comes into force on a day or days to be fixed by proclamation.*

**N.B.** This Act, except sections 18 and 54 and Part 3, was proclaimed and came into force on February 1, 2018

**N.B.** Sections 18 and 54 and Part 3 were repealed by the *Statute Repeal Act*, 2012, c.13, in force December 31, 2021.

**N.B.** This Act is consolidated to December 13, 2023.

**Abrogation****Règlement du Nouveau-Brunswick 83-85 pris en vertu de la *Loi sur les services à la famille***

**71** *Est abrogé le Règlement du Nouveau-Brunswick 83-85 pris en vertu de la Loi sur les services à la famille.*

**Règlement du Nouveau-Brunswick 2005-19 pris en vertu de la *Loi sur les services à la famille***

2012, ch. 22, art. 20

**71.1** *Est abrogé le Règlement du Nouveau-Brunswick 2005-19 pris en vertu de la Loi sur les services à la famille.*

2012, ch. 22, art. 20

**Entrée en vigueur****Entrée en vigueur**

**72** *La présente loi ou l'une quelconque de ses dispositions entre en vigueur à la date ou aux dates fixées par proclamation.*

**N.B.** La présente loi, sauf les articles 18 et 54 et la partie 3, a été proclamée et est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> février 2018.

**N.B.** Les articles 18 et 54 ainsi que la partie 3 de la présente loi ont été abrogés le 31 décembre 2021 en vertu de la *Loi sur l'abrogation des lois*, 2012, ch. 13.

**N.B.** La présente loi est refondue au 13 décembre 2023.